

LAUNDRY & SEPTENNIAIRES 2014

- = Nation gênante p.1
- = L'ONU prédit un « enfer climatique » d'ici 2050 p.3
- = L'Europe est entrée dans une « japonisation » accélérée p.5
- = Le Japon, un modèle que les Etats-Unis ne devraient pas suivre p.8
- = Pic pétrolier et nouvelles locales... p.10
- = « Œil pour œil et dent... pour dent !... » p.11
- = Europe : LA BCE QUI GLISSE, QUI GLISSE... p.20
- = Banques : comment une réglementation perverse favorise les crises financières p.21
- = Astronomie et déflation p.23
- = L'indice PMI manufacturier atteint un record à la baisse sur 13 mois p.24
- = La Sécheresse en Californie devient apocalyptique, et les puits sont à sec !!! p.26
- = Argent trop cher ou argent gratuit? Ce qu'il faut retenir p.30
- = De l'ignorance économique dans les journaux spécialisés p.32
- = Chypre autorise les saisies immobilières... p.36
- = Les cyberattaques bientôt considérées comme acte de guerre par l'OTAN p.37
- = Le blog de Pierre Jovanovic p.40



Nation gênante

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com

Publié le 08 septembre 2014

Si quiconque ayant reçu une éducation supérieure au niveau de maternelle a pu se rendre compte de quels étaient les intérêts des Etats-Unis dans la question ukrainienne, nous n'en avons pas entendu parler – et rien n'a fui du vaisseau en perdition qu'est le Département d'Etat. A vrai dire, en observant la situation de plus près, il est difficile de comprendre la logique derrière la politique étrangère actuelle des Etats-Unis. Monsieur Poutine nous en a fait part la semaine dernière, lorsqu'il disait que « tout ce que touchent les Etats-Unis se transforme en une nouvelle Libye ou un nouvel Irak ». Et je ne pense pas qu'il ait tort. Le pays qu'il n'a bien entendu pas mentionné est l'Ukraine, qui a intégré la liste des Etats en péril il a quelques mois, suite au renversement commandité par le gouvernement des Etats-Unis de son gouvernement élu.

Ce qui complique encore plus la situation est que l'Ukraine est une voisine de la Russie. Pendant de nombreuses années, elle a fait partie de la même nation que la Russie. La Russie possède énormément d'actifs en Ukraine : pipelines, usines, ports maritimes... Parce que les deux pays faisaient autrefois partie d'une même nation, beaucoup de russophones vivent encore aujourd'hui à l'est de l'Ukraine, sur la frontière avec la Russie. N'importe qui

pourrait se rendre compte que la Russie a des intérêts en Ukraine. Plus encore si le gouvernement ukrainien n'est pas capable de gérer ses propres affaires économiques.

Les Etats-Unis disent avoir des intérêts en Afghanistan, en Irak, en Syrie et en Libye. Ces nations sont respectivement situées à 19.191, 17.910, 17.292 et 16.209 kilomètres des Etats-Unis – elles ne sont pas vraiment leurs voisins. Elles ont tous, d'une manière ou d'une autre, intégré la liste des Etats en perdition. L'Afghanistan était, il est important de le noter, un cas particulier, puisqu'il a été utilisé explicitement il y a treize ans en tant que base par Al Qaeda pour les attaques perpétrées sur le sol américain. Mais c'était il y a treize ans. Aucune autre guerre, dans toute l'histoire des Etats-Unis, n'a duré aussi longtemps. Et des doutes planent encore autour de la présence des troupes américaines sur le terrain. S'agit-il d'un projet de reconstruction ou d'une occupation ?

Le président Obama a parlé du retrait des troupes américaines en Afghanistan, mais elles s'y trouvent encore. Comment se porte le projet de reconstruction national ? Maintenant qu'Oussama ben Laden est mort et enterré au fond de la mer, et que les mouvements islamistes se sont déplacés vers d'autres régions, quel est aujourd'hui le rôle de l'Afghanistan dans le Jihad ?

Combien de professeurs instruits et marqués par les médias peuvent expliquer en un court paragraphe quelle a été la nécessité du renversement de Mouammar Kadhafi ? Je suppose que, comme pour beaucoup d'autres événements historiques, il semblait au début être la chose à faire. Si l'idée était de maintenir le flux de pétrole et de gaz vers l'Occident, voyez sur quoi elle a abouti. La production de pétrole n'est plus que d'un huitième de ce qu'elle était avant que Mr. Kadhafi ne soit renversé.

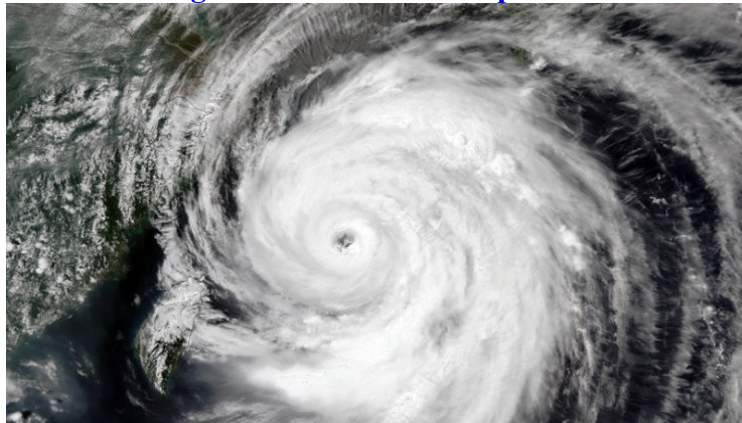
Et n'oublions pas l'EIIL, ou le Califat. La conséquence la plus visible d'une décennie d'interventions américaines en Irak et en Syrie. Bravo ! Les Etats-Unis sont parvenus à offrir au monde un mouvement politique peut-être plus barbare encore que celui des Nazis ! Dimanche dernier, le *New York Times* parlait d'une admiration pour les accomplissements et les compétences de cette organisation dans son article [*ISIS Displaying a Deft Command of Varied Media*](#). A la manière d'un savant fou esclave de sa propre création, le *Times* se dit ébloui devant le monstre politique que les Etats-Unis ont lâché

sur le monde.

Au vu de tout ce qui se passe au Proche-Orient, et du vent mortel qui s'en dégage et pourrait se déplacer jusqu'en Europe et aux Etats-Unis, est-il vraiment dans l'intérêt des Etats-Unis de s'en prendre à Poutine et à la Russie au sujet de son voisin ? Existe-t-il même une autre nation qui soit capable de mieux empêcher l'Ukraine de s'effondrer complètement ? Pourquoi ne nous contentons-nous pas de nous mêler de ce qui nous regarde ?

L'ONU prédit un « enfer climatique » d'ici 2050
Le mois de juin 2014 a été le plus chaud dans le monde
depuis 1880

Blog de la résistance 05 septembre



Il n'y a pas qu'en **Californie que ça chauffe** (mais là bas ça devient vraiment dramatique) ... Après Al GORE ou la NASA , c'est l'ONU qui sonne l'alerte sur le soi disant réchauffement climatique du à l'homme (qui ne l'est pas) : « enfer climatique », les mots sont ostensiblement pesés (ironie je précise...) : si ça c'est pas une volonté d'effrayer la population ... ; Revue de presse 2013-2014 **Z@laresistance**

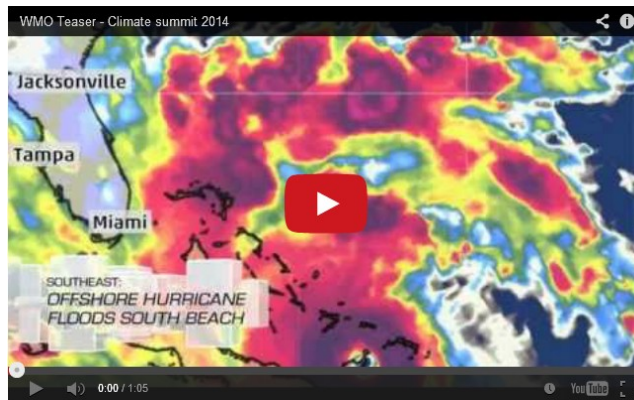
===

Dans le cadre d'un nouveau projet consacré à l'influence néfaste de l'homme sur le climat, l'ONU a invité des présentateurs météo connus à réaliser des spots traitant de la « prévision météorologique du futur ». Les météorologistes ont en effet annoncé qu'au cours des quatre prochaines décennies, les humains devront faire face à des inondations fréquentes, des tempêtes et une forte sécheresse.

Selon [The Guardian](#), l'Organisation météorologique mondiale et l'ONU ont averti de ces risques météorologiques, qui s'étendront de l'Arizona à la Zambie durant les quatre prochaines décennies.

De grandes compagnies telles que Japan's NHK, US Weather Channel et l'entreprise allemande ARD se sont impliquées à ce projet de l'ONU.

Ainsi, des court-métrages anticipant la situation en 2050 sont consacrés à une inondation catastrophique de la Floride. De plus, les météorologistes ont prédit le recouvrement complet par les eaux de Miami Beach, ainsi qu'une sécheresse très forte en Arizona, qui causera de nombreuses victimes. D'après des spécialistes, dans cette région des USA où en 1916, on a enregistré un record de température de 45 degrés Celsius, la température moyenne en 2050 atteindra 50 degrés.



http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Hbne3q9Xers

Compte tenu du danger que représente le réchauffement global, l'Organisation météorologique mondiale admet que ces « prévisions du futur » ont de grandes chances de se réaliser. Au cours des 50 dernières années, l'effet de serre provoqué par les activités humaines a considérablement accéléré le processus naturel de réchauffement de la planète, et rendu plus réalistes les prévisions catastrophiques. Ce que confirment les sécheresses et les inondations en Europe de ces derniers temps. /N

Contenu réalisé à partir d'informations émanant de sources ouvertes.

Lire la suite: http://french.ruvr.ru/2014_09_02/L-ONU-predit-un-enfer-climatique-d-ici-2050-1691/

Le mois de juin 2014 a été le plus chaud dans le monde depuis 1880

Par *La Voix de la Russie* | Le mois de juin 2014 a été le plus chaud dans le monde depuis le début des relevés des températures en 1880, a indiqué lundi

l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA).

La température moyenne combinée à la surface des sols et des océans a atteint en juin 16,22 degrés Celsius, soit 0,72°C au-dessus de la moyenne du 20e siècle pour ce mois-là, dépassant ainsi le dernier record de chaleur pour juin, qui remontait à 2010, précise le NOAA.

"La majorité de la planète a fait face à des températures mensuelles supérieures à la moyenne, avec des records de chaleur dans des régions du sud-est du Groenland, du nord de l'Amérique du Sud, ou encore des zones de l'est et du centre de l'Afrique, ainsi que des parties du sud et du sud-est de l'Asie", explique l'agence dans un communiqué.

"Comme en mai, des zones éparpillées à travers tous les principaux bassins océaniques ont également connu des records de chaleur".

La dernière fois que la température d'un mois de juin a été inférieure à la moyenne du 20e siècle remonte à 1976, a indiqué le NOAA. Selon la même source, le mois de mai 2014 avait déjà été le plus chaud dans le monde depuis le début des relevés de températures en 1880, dépassant le précédent record de mai 2010.

[Lire la suite: http://french.ruvr.ru/news/2014_07_22/Le-mois-de-juin-2014-a-ete-le-plus-chaud-dans-le-monde-depuis-1880-2071/](http://french.ruvr.ru/news/2014_07_22/Le-mois-de-juin-2014-a-ete-le-plus-chaud-dans-le-monde-depuis-1880-2071/)

[L'Europe est entrée dans une « japonisation » accélérée](#)

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève Publié par medisma sur 6 Septembre 2014

Les politiques keynésiennes de planification monétaire centrale, c'est-à-dire de manipulation des banques centrales sont la cause de la non-prévisibilité croissante des marchés financiers depuis 2007

Depuis 2007, la plupart des marchés financiers sont devenus de moins en moins prévisibles en raison des politiques keynésiennes de planification monétaire centrale, c'est-à-dire de manipulation, des banques centrales. Et cela n'est pas prêt de changer puisque lesdites banques centrales sont, quoi que certaines en disent, incapables de revenir à des politiques moins interventionnistes et moins laxistes sauf à provoquer l'effondrement de la pyramide mondiale du crédit qu'elles soutiennent de façon de plus en plus instable. Ce qui signifie qu'elles maintiendront très longtemps leurs taux courts voisins de zéro.

Sans revenir sur la question du prix de l'or (et de l'argent-métal), dont tout le monde sait maintenant qu'il n'est plus fixé librement et donc qu'en acheter (ou d'ailleurs en vendre puisqu'ils se sont pour le moment stabilisés) est devenu depuis plusieurs années le meilleur moyen de se ruiner lentement mais sûrement; les prix des actions, qui ne baissent toujours pas significativement alors que l'économie réelle est en stagnation-récession-déflation dans de plus en plus de pays et que les tensions géopolitiques internationales deviennent explosives, défient toute logique.

A l'évidence, parce que ce sont principalement les banques centrales qui les soutiennent du fait de leurs politiques de création monétaire artificielle massive ou d'achat direct des dites actions et de leurs dérivés. Lesquelles ne font pas repartir la croissance économique et ne résorbent pas le chômage de masse (« trappe à liquidités » oblige) mais maintiennent le plus longtemps possible la bulle boursière pour entretenir l'illusion de la pseudo efficacité de leur planification monétaire centrale (tout en maintenant sous perfusion un peu plus longtemps les banques « too big to fail » dont les titres sont sur-évalués, ce qui leur évite d'avoir à se déclarer en faillite).

Il y a en revanche un paramètre que les banques centrales peuvent de plus en plus difficilement manipuler ce sont les taux d'intérêt à moyen et long terme, parce que leur fixation dépend de la réalité ou de l'absence de croissance économique et des anticipations ou des non-anticipations inflationnistes (mais aussi du risque croissant de chute des marchés d'actions dont il importe logiquement de se protéger au fur et à mesure qu'ils explosent à la hausse), c'est-à-dire en dernière analyse de la recherche par les épargnants-investisseurs d'un placement à taux fixe le moins risqué possible quand tous les autres apparaissent comme de moins en moins rentables et/ou de plus en plus risqués. Et non pas comme le croient certains analystes du niveau d'endettement des Etats ou des agents économiques (exemple: les taux japonais à 10 ans sont les plus bas du monde développé alors que l'endettement du Japon est le plus élevé). C'est donc « l'euthanasie du rentier » qui le pousse à acheter les obligations d'État.

L'Europe étant précisément entrée dans une « japonisation » accélérée, du fait de l'inadéquation structurelle de l'euro qu'elle persiste à conserver contre vents et marées et de la mondialisation sauvage contre laquelle elle persiste à ne pas se protéger raisonnablement, dont la combinaison hautement toxique

jointe à la politique faussement restrictive de la BCE (exemple: les LTRO et les achats de dettes) qui la tue et au vieillissement de la population européenne qui limite son potentiel de croissance, il est tout à fait normal que les taux à moyen et long termes européens chutent et donc que les obligations d'État européennes montent (même si les dettes publiques européennes ne se réduisent pas).

Étant donné que les autres principaux pays du monde, et les USA aussi, sont sur la même pente de stagnation-récession-déflation, la chute des taux d'intérêt à moyen et long termes de ces pays et des USA devrait s'accélérer pour se rapprocher de leurs taux courts, et entraîner ainsi une hausse durable de leurs obligations d'Etat, que l'on achète parce qu'elles sont devenues le seul actif permettant des gains en capital appréciables et non pas pour les intérêts qu'elles rapportent. Ainsi que les Japonais le font depuis des années avec leurs propres obligations d'État, dont l'achat leur a permis de placer leur épargne le moins mal possible, alors même que les actions japonaises chutaient et que le prix de l'or en yen japonais restait déprimé que cette monnaie monte ou baisse.

Autre leçon à tirer de la situation japonaise passée et présente, c'est que l'inflation monétaire (à ne pas confondre avec le renchérissement des prix de certains biens et/ou services) ne se décrète pas, même si de plus en plus de liquidités artificielles sont créées par les banques centrales, étant donné que les banques privées ou commerciales cessent de prêter à l'économie réelle lorsque les taux d'intérêt sont trop bas pour rémunérer leur risque de prêt et que les agents économiques cessent d'emprunter lorsque la stagnation économique se généralise (« on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif »). Autrement dit, personne ne connaît quelle sera la fin de l'expérience keynésienne de planification monétaire centrale en cours depuis 2007 qui peut aussi bien entretenir une très longue déflation (avec tendance à l'inversion de la courbe des taux dans laquelle les taux à moyen terme peuvent même passer sous les taux à court terme, un signal imparable de récession économique prolongée) tant que la mondialisation sauvage ne sera pas remise en question, comme se transformer un jour lointain en hyperinflation si la perte de confiance dans la valeur des monnaies de papier venait à globalement disparaître.

Pour conclure, comme il résulte des manipulations des banques centrales que la plupart des modèles habituels ne fonctionnent plus (du style: la création monétaire excessive conduit à l'inflation ou les actions baissent quand les économies sont en récession), la gestion de portefeuille s'apparente inévitablement depuis 2007 à la prise de paris successifs hautement incertains qui se traduisent généralement par des pertes financières. En attendant que les limites naturelles des politiques de manipulation des banques centrales soient atteintes, ce dont on pourrait ne plus être très loin (cas de la Federal Reserve US dont le Quantitative Easing va bientôt se terminer) même si elles vont continuer de bluffer (cas de la BCE qui fait croire qu'elle va entrer dans un Quantitative Easing massif alors que les traités européens et l'Allemagne le lui interdisent et dont les achats d'ABS ne serviront pas à faire repartir le crédit commercial), il faudra tenter de limiter les risques de pertes (plus facile à écrire ou à dire qu'à faire) en se plaçant long et/ou short sur plusieurs actifs de façon encore plus systématique qu'actuellement. C'est en octobre-novembre 2014 que nous escomptons une amélioration significative de nos positions actuelles parce que c'est à ce moment-là que les actions US sont le plus susceptibles de chuter et les obligations d'Etat US de monter...

Remarques importantes :

- Pas de véritable amélioration de l'emploi aux USA, donc aucun risque de relèvement des taux courts US.
- Risque de décrochage important de l'or et de l'argent-métal à la baisse du fait de la hausse du dollar US.
- La récession-déflation s'aggrave en même temps que l'inversion de la courbe des taux se confirme, ce qui signifie que les actions devraient baisser et les obligations d'État monter:
- La plupart des économies entrent en récession.
- La question ukrainienne est une tragédie qui se traduira par une rupture durable des relations US et européennes avec la Russie.
- Objectif de baisse de l'euro/dollar US vers 1.20-1.22, soit son plus bas de 2012, et de chute du pétrole brut WTIC vers 77-80, également son plus bas de 2012.

- A noter qu'en 2012, les taux US à 10 ans étaient tombés à leurs plus bas vers 1,45%, ce qui pourrait se reproduire.

Le Japon, un modèle que les Etats-Unis ne devraient pas suivre

08 sept 2014 | Bill Bonner | <http://la-chronique-agera.com/japon-modele-etats-unis/>

▪ Nos lecteurs de long terme se rappelleront que depuis 10 ans au moins, nous considérons le Japon comme un modèle. Ce n'est pas là que nous voulons aller... mais nous sommes condamnés par les dieux à suivre les traces du Japon.

Pourquoi ? Nous ne le savons pas vraiment. Le Japon a eu son heure de gloire financière dans les années 80. A l'époque, tout le monde voulait être japonais. La Japan Inc. avait les industries les plus dynamiques au monde et une planification centrale qui fonctionnait !

Et puis la Japan Inc. a pris une raclée en 1990. Elle est entrée dans ce que Richard Koo appelle "une récession de bilan". Les entreprises avaient trop de dettes. Elles devaient réduire leurs dépenses pour se refaire une santé. Cela causa une récession... un ralentissement... la déflation... et une morosité économique générale qui dure encore de nos jours.

La baisse du cycle du crédit a été aggravée par deux choses :

- La démographie : les Japonais vieillissaient... prenaient leur retraite... dépensaient moins d'argent.
- La stupidité : les décideurs se sont mis à utiliser des politiques contracycliques... des déficits... des taux zéro... du QE.

Vous remarquerez que les pays occidentaux en général et les Etats-Unis en particulier ne sont pas étrangers à ces facteurs.

Les marchés américains ont dégringolé environ 10 ans après le Japon — en 2000. C'était l'éclatement de la bulle des dot.com. Mais les autorités — instruites par l'exemple japonais — ont réagi plus vigoureusement.

▪ **Quand le remède aggrave le mal**

Sauver le monde était déjà devenu populaire parmi les économistes, dans les années 90. Alan Greenspan, Robert Rubin et Larry Summers avaient travaillé de concert pour secourir la planète après la crise asiatique, par exemple.

L'équipe s'est remise au travail après la crise des dot.com avec leur outil préféré — l'argent facile. Ce qui a bien entendu mis le monde en plus grand danger sept ans plus tard, dans la mesure où ça a causé une bulle encore plus grosse aux Etats-Unis, centrée sur la finance et l'immobilier.

La crise de 2008-2009 a mis les Etats-Unis encore plus nettement sur la route de Tokyo. Les taux de croissance ont décliné. Le taux de natalité est passé sous le seuil de remplacement. En utilisant les politiques inventées par les Japonais — les taux zéro, l'assouplissement quantitatif, les déficits, les renflouages –, les autorités américaines ont pu gonfler une bulle de plus sur les actions et la dette, mais la "reprise" était quand même la plus faible jamais enregistrée... et probablement pas une reprise du tout.

Et maintenant ? Qu'est-ce qui nous attend ? Nous nous tournons vers le Japon pour le savoir.

Après 24 années de performances économiques faiblardes, les Japonais étaient prêts à faire quelque chose de vraiment idiot. "Quelles options le Japon a-t-il ?" s'est demandé Shinzo Abe.

Quelle a été la nouvelle politique d'Abe ? Plus d'argent facile, bien entendu. Simuler jusqu'à ce qu'on stimule.

Cela peut fonctionner dans certains domaines de l'existence, mais pas en économie. Abe a réuni son comité pour sauver le Japon. Il avait la presse mondiale derrière lui et la banque centrale dans la poche. Il a injecté des milliards dans l'économie... et dans le marché boursier (y compris en poussant les fonds de pension à investir dans des valeurs surévaluées !).

A présent... la croissance des salaires diminue, tout comme les revenus des ménages. Les dépenses privées sont en chute. Les actions baissent. La production industrielle dérape. Et les dernières estimations montrent que l'économie a perdu 6,9% au deuxième trimestre.

L'exemple japonais n'est pas à imiter. Mais nous allons le faire quand même.

[Pic pétrolier et nouvelles locales...](#)

Patrick Reymond 8 septembre 2014

Le pic pétrolier se traduit par des suppressions d'emplois, par ajustement, et donne donc lieu ici à la [fermeture d'un supermarché](#), là du licenciement des [18 derniers employés](#) d'un aéroport inutile : Dijon. Qui veut aller à Dijon en

avion ???

Mais les "autorités" locales ne lâchent pas le morceau et veulent, en signe de virilité, leur aéroport, même si ce n'est qu'un gouffre plus profond que la fosse des Mariannes.

Le "vol d'affaire" reste la planche de salut.

Casino ferme à Confolens (Merci à P. Jovanovic pour ces deux nouvelles) et lourde 8 salariés.

Le pic pétrolier est comme la mer qui se retire, et laisse apparaître des rochers et des détritiques abandonnés.

Dans les 2 cas, c'est la réduction des chiffres d'affaires, ou l'impossibilité d'imposer des prix reflétant les coûts réels. Et comme je l'ai dit, 400 aéroports en France, c'est au minimum 360 de trop. Et autant qui pèsent sur les finances publiques, avec l'alibi des voyages d'affaires.

D'ailleurs, [la production globale agro-alimentaire](#) s'effondre en France : quand on dit - 2.2 %, c'est dans les faits, considérablement plus, et c'était le seul secteur industriel français conséquent.

Donc, not'dentiste national (celui qui s'occupe des sans dents) se claquemurera dans son palais, gardé par sa garde présidentielle.

Nul étonnement, donc, que MLP se retrouve à 32 % battraît le type qui occupe l'Elysée, et ferait un très bon score contre n'importe quel candidat de droite, même si on peut s'étonner de la voire battue nettement par un condamné de droit commun.

Le pic pétrolier implique un reclassement politique complet. D'ailleurs il est cocasse de voir des journalistes commenter MLP et son "peuple a toujours raison", en criant au populisme. Non, le peuple a toujours raison, c'est la constitution qui le dit. Il faudrait prendre des journalistes :

- qui ne soient pas des crasseux incultes,
- sachant lire, écrire, compter. Pour faire le perroquet, il n'y a pas besoin de ça.

Quand aux conventionnels de 1793, ils parlaient, eux, de "peuple roi".

« Œil pour œil et dent... pour dent !... »

Charles Sannat 8 septembre



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Elle a la dent dure l'ex-première dame et applique à merveille le principe du œil pour œil et dent pour dent. Comme je le disais lorsque l'affaire des sans-dents a été révélée, il nous arrive à tous d'avoir des traits d'humour plus ou moins noirs en privé et heureusement que nos confidences sur l'oreiller, fussent-elles humoristiques, ne sont pas à chaque fois publiées et rendues publiques.

Il n'en demeure pas moins que notre président, déjà bien mal en point, se fait lamentablement achever par son ex-première concubine.

Ce qu'il ressort de tout cela c'est que Hollande n'est pas un grand homme, mais nous l'avions tous ou presque compris. Quant à l'ex, ce n'est pas non plus une grande dame car dans le climat actuel, la France, notre pays et son peuple, n'avait point besoin de voir son exécutif déjà sur les dents à ce point affaibli et ce quinquennat va très vraisemblablement très mal finir enfin, finir est un bien grand mot, puisqu'il pourrait bien se finir assez précipitamment et notre petit président normal se casser les dents sur la dure réalité.

N'oubliez pas que je participe à la curée avec cette histoire. Je trouve l'ex lamentable, profondément, manquant à un point inouï de la stature d'une première dame. Sacrifier les intérêts supérieurs de la nation pour des questions de basses vengeances médiatiques envers son copain de président, fut-il un goujat, révèle à quel point nous avons touché le fond avec cette clique.

J'ai toujours été plutôt bienveillant, non pas envers l'action du président mais

envers l'homme que j'ai toujours trouvé sympathique. Pour tout vous dire, je trouvais l'autre, le précédent, tellement indigne de la fonction que comme beaucoup de Français je n'ai pas souhaité le reconduire. Il avait eu 5 ans, 5 ans pendant lesquels il s'était mal conduit, alors au suivant... Le problème c'est que le suivant nous fait regretter la durée de 5 ans d'un quinquennat. Dieu que c'est long.

Mais lui aussi est devenu indigne et très vite, trop vite. Je ne vous parlerai même pas de cette vidéo qui est une provocation et une incitation à cet édito au vitriol, où la députée de Corrèze fait visiter la « petite » chambre où François mangeait à peine à Tulle, une petite chambre même pas digne des HLM et dont personne ne voudrait pour conclure « voici la chambre d'un homme simple »... Je dirais même d'un homme simplet à la communication profondément pathétique. Il ne leur reste donc plus que cela ? C'est dramatique de voir notre pays à ce point abîmé par celui censé l'incarner.

La peur de la cristallisation...

Lors de la révolte des bonnets rouges, le gouvernement avait une trouille, une frousse terrible que l'ensemble des mécontentements se cristallisent. Mais cela n'eut pas lieu. Contre toute attente, au pays des sans-culottes, nous avons finalement comme la brioche et le pain de Marie-Antoinette une bien belle accroche pour une cristallisation tant redoutée du pouvoir.

Il faut dire que si nos amis de gôche pleins de bons sentiments cuculgnangnan se mettent à avoir du mordant et du mépris digne du dernier libéral à l'égard de la France d'en bas sans dents, il est fort probable que bien qu'édenté le peuple excédé des sans-dents sortent les crocs. Et de vous à moi, cela ne serait que justice.

Une seule façon de s'en sortir pour le président avant qu'il ne se retrouve sans tête !

Pour la police politique de la pensée, je n'appelle pas les sans-dents à la dentition raccourcie à raccourcir la tête de notre autorité suprême. Il est déjà raccourci, laminé, oublié, honni, méprisé, et considéré à sa juste valeur par l'écrasante majorité du peuple, ce qui se voit lorsque l'on regarde sa cote d'impopularité qui nous promet de se rapprocher encore plus vite du zéro absolu. Inutile donc de tirer sur les ambulances. Je suis un garçon

profondément pacifiste et je suis partisan de l'humour, fut-il quelque peu grivois parfois ou potache, souvent !

Mais j'ai une alternative de choix à proposer à Hollandouille. Même Marine Le Pen dans le dernier sondage Ifop des intentions de votes pour 2017 battrait mamamouchi premier au second tour, et pas que d'un peu. Lui qui voulait jouer la montée du FN pour jouer le Chirac de 2002 au second tour, il vient de se rendre compte que sa stratégie politicienne mortifère pour le pays se retourne contre lui et que la Marine prend carrément l'a-sans-dent sur lui (il n'y a aucun jeu de maux, bien évidemment).

Non, mamamouchi 1er a deux solutions qui s'offrent à lui. La première c'est la démission. Le chemin de l'honneur et du courage. Certains au café au comptoir avec Bernard n'hésitent pas à dire qu'il vaut mieux être sans-dents que sans-couilles... allusion à notre président qui pourtant semble bien profiter de ses bourses ces derniers mois alors que celles de son peuple ont une fâcheuse tendance à se vider sous la pression parfaitement amicale d'une fiscalité à la hausse.

Si mamamouchi 1er veut gagner un peu de temps, il peut la jouer grand seigneur. Il ne démissionne pas, mais pourrait par exemple prendre la parole. Expliquer qu'en France, en 2014, voir ses concitoyens pas en mesure de se payer des soins dentaires ce n'est pas possible et que désormais les choses vont changer, et que les « dents pour tous c'est maintenant » !

Voilà un beau slogan Monsieur le Président. Et comme vous semblez parfois devoir être quelque peu aiguillé sur le chemin de la compréhension, je vais vous expliquer pourquoi les pauvres sont sans-dents. Pourquoi les classes moyennes partent se faire poser des dentiers au Maroc ou en Hongrie et que seuls les riches se font refaire la mâchoire dans les cliniques du 16e...

Je vais vous parler d'un monsieur qui a 77 ans. Il est sans dents et pas qu'un peu. Il a servi son pays pendant des décennies comme fonctionnaire. Si vous faites un petit calcul, il est né en 1937. Il a connu, gamin, la guerre. La vraie. Les carences et la disette. Il habitait Tullés, une ville qui devrait vous dire quelque chose. Il a vu les pendus à sa fenêtre, les SS défoncer sa porte et prendre son père. Il a travaillé pendant plus de 40 ans. Il a toujours déclaré et payé ses impôts (pas comme votre très éphémère secrétaire d'État qui, lui, avait juste oublié de les déclarer, je rêve, mais qui faisait la morale à tous sur les bancs de l'Assemblée nationale, cf. vidéo ci-dessous. Vous pouvez vous

pincer très fort pour y croire tellement c'est gros).

Mais aujourd'hui, à 77 ans, ce sans-dents n'a pas vraiment une bonne mutuelle vu qu'il n'est plus tout jeune. On lui propose bien de lui poser des bridges sur pivot ou autres joyeusetés de techniques dentaires mais pour cela on lui explique qu'il lui faudra deux ans de « travaux » (refaire les fondations de la mâchoire et tout le tremblement), le tout pour la modique somme de 11 000 euros... Alors à son âge, ce vieux sage aux yeux malicieux sourit et m'explique qu'il ne va pas dépenser 11 000 euros pour avoir un sourire « Colgate » alors que c'est la crise, qu'il ne sait pas de quoi demain sera fait et que, de toute façon, il aura au mieux 80 ans lorsqu'ils auront réussi à lui refaire le museau... Alors le plus simple c'est encore de manger du bon côté, celui où il y a encore quelques dents.

Alors quand les soins coûtent 11 000 euros et qu'ils ne sont pas remboursés par la Sécu, très mal par les mutuelles, que croyez-vous que les gens puissent faire ? Eh bien rien. Ils mangent du côté où ils peuvent. C'est la réalité dans votre pays Monsieur le Président, la réalité quotidienne de votre peuple.

Une dernière chose, Monsieur le Président, ce monsieur de 77 ans c'est mon père.

Alors je vais faire comme, je l'espère, quelques milliers de Français, je vais aller dans ma salle de bain. Je vais prendre la brosse à dents la plus dégueulasse que je vais trouver (et je m'excuse par avance auprès de nos amis du service courrier de l'Élysée) et je vais la mettre dans une enveloppe. J'y mettrai mon nom, mon prénom et mon adresse et je vais vous la poster ce week-end en geste de reconnaissance pour tous les sans-dents de notre beau pays et avec une pensée profondément émue pour le sourire édenté de mon père.

Veillez agréer, Monsieur le très bientôt ex-président, l'expression de mes salutations les plus irrespectueuses.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

[Arrestation du gouverneur de la Banque d'Albanie, Ardian Fullani](#)

Il est rare de voir un gouverneur de banque centrale embastillé... Bon, il ne

s'agit pas encore de celui de la FED ou de la BCE mais c'est assez symbolique. On peut être un banquier central et avoir une fâcheuse tendance à se servir dans les caisses...

Enfin, je suis persuadé que l'Albanie va pouvoir très prochainement adhérer à l'Europe avant de rentrer aussi vite dans la zone euro !!

Charles SANNAT

TIRANA, 5 septembre (Xinhua) – Des sources du Parquet ont confirmé à Xinhua l'arrestation du gouverneur général de la Banque d'Albanie, Ardian Fullani, par la police de Tirana.

Selon l'Agence Télégraphique Albanaise (ATA), le gouverneur Fullani est accusé par le Parquet de Tirana d' «abus de pouvoir» suite au vol de 713 millions de leks du Trésor de l'État.

La Police a exécuté l'ordre du Parquet consistant à procéder à l'arrestation du gouverneur Fullani.

Seulement 20 minutes après l'arrestation de M. Fullani, l'inspectrice générale de la Banque d'Albanie, Elivar Golemi, a été interpellée.

Par ailleurs, deux membres du conseil de supervision de la Banque d'Albanie, Ermelinda Meksi et Ela Golemi, ont été entendus pendant six heures par le Parquet de Tirana, ainsi que l'ancienne inspectrice de la Banque centrale, Teuta Baleta et le directeur juridique, Altin Naçi.

Le directeur du Parquet de la capitale albanaise, Petrit Fusha a précisé devant les médias que les enquêtes touchaient à leur fin et que toutes les personnes au courant du vol du Trésor de l'État seront interrogées par le Parquet, dont le gouverneur Fullani.

Samaras annonce un retour de la croissance en Grèce

Youpiiii, tralala, sonnez les trompettes ! « Le Premier ministre grec Antonis Samaras a assuré que la Grèce allait renouer avec la croissance au prochain trimestre, après six années de récession. »

Évidemment, nous souhaitons tous à nos amis grecs qu'ils retrouvent le chemin de la croissance, le petit problème c'est que tous les ans, en fin d'année, le Premier ministre grec en exercice (mais c'est valable dans presque tous les autres pays du monde) annonce en fanfaronnant le retour de

la croissance... pour l'année prochaine ! Cela ne fait que 7 ans que durent ces fausses promesses, et vu la conjoncture internationale, rien ne dit qu'une nouvelle crise ne va pas venir frapper la Grèce et le reste de l'Europe.

Tiens ! D'ailleurs, l'Europe est presque en récession... voilà qui ne va pas aider le développement du tourisme en Grèce.

Charles SANNAT [Source 24heures ici](#)

La Chine dévoile les nouveaux règlements sur les investissements à l'étranger

C'est un pas de géant que vient d'accomplir la Chine dans la libéralisation de son économie puisque désormais, on peut investir presque « librement » en Chine, ce qui n'était pas le cas et ne le sera toujours pas pour certains secteurs jugés comme stratégiques par la Chine.

D'ailleurs, la Chine a profondément raison de maîtriser ainsi sa souveraineté y compris via le levier économique et pourtant la Chine a bien profité à plein de la mondialisation ces 20 dernières années en devenant tout simplement l'usine du monde.

Cependant, la Chine n'est pas ouverte à tous les vents comme c'est le cas de la France en particulier et de l'Europe en général.

Souveraineté, modernité et mondialisation peuvent aussi faire bon ménage à l'unique condition d'avoir le sens de l'intérêt général et du bien commun, qualité dont manque cruellement nos grands mamamouchis.

Charles SANNAT

BEIJING, 7 septembre (Xinhua) – De nouvelles mesures visant à faciliter les investissements des entreprises chinoises à l'étranger ont été dévoilées par le ministère chinois du Commerce.

Selon les nouveaux règlements, seuls les projets d'investissement dans les pays ou régions et dans les industries sensibles requerront l'approbation du ministère du Commerce.

Les pays et régions sensibles comprennent les pays qui n'ont pas établi de relations diplomatiques avec la Chine et les pays visés par des sanctions des Nations unies. Les autres projets d'investissement à l'étranger devront juste être enregistrés auprès du ministère, a-t-on appris des nouvelles mesures

publiées samedi sur le site Internet du ministère.

Visant à instaurer davantage de souplesse dans les investissements à l'étranger, les mesures entreront en vigueur le 6 octobre.

Auparavant, tous les projets d'investissement à l'étranger d'une valeur de plus de 100 millions de dollars devaient être approuvés par le ministère du Commerce. Les investissements à l'étranger dans les secteurs énergétique et minier, et les projets d'une valeur de 10 millions à 100 millions de dollars doivent également être approuvés par les départements du commerce de la province.

La Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR) a également le droit d'approuver ou de refuser des projets d'investissement à l'étranger.

Selon les nouvelles mesures annoncées par la CNDR en avril, les entreprises chinoises qui projettent d'investir moins de 1 milliard de dollars à l'étranger doivent seulement s'enregistrer auprès de la CNDR.

[« THE » Revue de l'or du Web de l'or du 5 septembre : cours, Allemagne, dollar et bitcoins](#)

On espère que vous avez bien profité des soldes sur l'or au mois d'août ; dépêchez-vous car ça risque de ne pas durer ! On vous explique pourquoi dans notre focus sur le cours de l'or. Cette semaine, nous avons aussi choisi de partager avec vous une interview spéciale géopolitique d'Emmanuel Todd sur la servitude de la France vis-à-vis de l'Allemagne, un dossier sur l'hégémonie du dollar face à l'or et un reportage sur une usine à bitcoins. Enjoy et bonne rentrée !

Focus cours de l'or

On revient vite fait sur les raisons qui ont fait plonger le dollar pendant les 3 dernières semaines du mois d'août. Cet article de *L'Express* du 2 septembre évoque le fait que « le cours de l'or continue à pâtir du dégonflement des positions acheteuses des spéculateurs ».

Plus technique, le site lesechos.fr parle de la progression continue du dollar en août qui a forcément joué en défaveur de l'or. Ajoutez à cela l'indice VIX (l'indice de la peur qui représente le niveau de volatilité du marché financier américain) au point mort (malgré les tensions géopolitiques extrêmes), pas de

peur = pas de ruée sur l'or... Mais ça ne devrait pas durer...

Le cours de l'or recommence déjà à monter. Libellé en euros, la hausse est encore plus manifeste. La décision de la BCE de réduire le taux d'intérêt en zone euro à un niveau historiquement bas de 0,05 % a eu un impact sur le cours de l'or en euros.

Et puis, il suffit de regarder les stats du cours de l'or sur les précédentes années pour se rendre compte que le rendement de l'or est souvent meilleur en septembre (souvenez-vous 2011) que les autres mois, septembre étant un mois où les investisseurs n'aiment pas prendre de risques (effet rentrée).

Quelles conclusions en tirer ? Allez, pour reprendre un slogan quelque peu galvaudé mais qui prend tout son sens actuellement, l'achat d'or, c'est maintenant (avant que ça remonte pour de bon) !

Interview coup de cœur

Un double coup de cœur pour cette interview réalisée par Olivier Berruyer de les-crisis.fr que l'on aime beaucoup, d'Emmanuel Todd (historien, anthropologue, sociologue...) dont les avis sont toujours argumentés avec justesse (quel que soit son/ses bords politiques). Ici il nous parle, toujours avec le même souci de concision, à travers sa position sur la crise ukrainienne, de l'inféodation de la France à l'Allemagne qui permet de comprendre notamment pourquoi la France stagne à un certain niveau de décisions. « La France, qui ne veut toujours pas admettre qu'elle s'est mise en état de servitude volontaire par rapport à l'Allemagne ». À lire sans modération !

Un piège nommé dollar

C'est le nom de l'excellent dossier consacré par latribune.fr à l'émancipation du dollar vis-à-vis de l'or. Vous voulez savoir comment et pourquoi (sur fond de guerre du Vietnam extrêmement coûteuse) les États-Unis ont souhaité en finir avec l'étalon-or ? Lisez ce dossier (du moins les deux premiers volets) et vous comprendrez l'importance que revêt toujours l'or dans le système monétaire international. À la lecture du second volet intitulé « Le billet vert « aussi bon que l'or » », il est aisé de comprendre pourquoi l'or a toujours tant de mal à s'imposer face au roi dollar.

Vous voulez voir à quoi ressemble une « mine » de bitcoins ?

À ça ! Plus froid qu'une mine d'or en Afrique du Sud non ? Qu'est-ce que ces images de serveurs montrent ? Qu'il faut énormément de ressources informatiques pour générer 80 000 francs suisses de bitcoins par jour, nous apprend le site 24h.ch dans cet article du 31/08 sans compter la facture d'électricité... Créer du bitcoin depuis son petit PC n'est donc pas à la portée de n'importe qui. C'est donc trop tard pour se positionner sur le bitcoin, une monnaie alternative désormais réservée à de puissantes machines.

Le cours de l'or, toujours attractif pour les malfaiteurs !

La chute vertigineuse du cours de l'or pendant l'été n'a pas empêché des malfaiteurs de s'emparer de 100 000 euros de bijoux à Paris, en marge du salon Bijorhca. « Les vols de bijoux sont de plus en plus fréquents, notamment engendrés par le cours de l'or », précise 24matins.fr dans cette édition du 4 septembre.

Europe : LA BCE QUI GLISSE, QUI GLISSE...

8 septembre 2014 *par* François Leclerc | www.pauljorion.com

Est-ce que Mario Draghi a reculé pour mieux attendre, et lancer plus tard un programme d'achat de titres souverains en grand, ou cherche-t-il au contraire à l'éviter avec ses achats de produits titrisés de dette des entreprises ? Sans réponse mais sans incidence immédiate, la question agite le Landernau, en particulier allemand, en raison de son caractère politiquement sensible.

Ce n'est pas le cas des modalités du nouveau programme de la BCE, dont des détails filtrent dans la presse allemande. Son énorme volume d'abord, qui serait de 800 milliards d'euros selon Der Spiegel, mais surtout le partage du risque sur lequel il reposerait. Il serait question que la BCE n'acquière que les tranches *senior* des titres, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et les fonds souverains nationaux (la banque publique KfW en Allemagne) en faisant autant des tranches *junior*. Cela reviendrait à faire supporter les risques à ces derniers et à préserver la BCE. Mais la KfW a déjà savoir qu'elle n'y était pas prête, au prétexte que cela s'apparenterait à une union fiscale, et qu'elle ne pourrait accepter que des titres émis nationalement.

Le même débat a été engagé sous un autre angle en fin de semaine dernière par Martin Blessing, le PDG de la Commerzbank, qui a proposé la création

d'euro-obligations à risque quasi-nul pour les investisseurs, qui ne pourraient être émises qu'à concurrence de 25 % du PIB de chaque pays. Il a suscité une réaction en retour du porte-parole d'Angela Merkel, sur le thème bien connu que cela inciterait les gouvernements à ne pas réaliser les *réformes structurelles*.

Mais un débat peut en cacher un autre. Jusqu'à quel degré la BCE est-elle prête à jouer le rôle de *bad bank* de l'union monétaire ? La suspicion à propos de la qualité du collatéral provenant des banques en garantie des prêts par la banque centrale n'est pas nouvelle, alimentant la conviction qu'il n'y a pas que du bon dans son bilan en dépit des précautions affichées (décote, etc.). Les révélations actuelles montrent que ce n'est pas de gaité de cœur qu'elle joue ce rôle et qu'elle prétend le limiter, mais la pente est glissante... À bien y réfléchir, qu'elle s'y engage réellement ne serait-il pas nécessaire pour faire redémarrer la machine ? Ne devrait-elle pas carrément soulager les banques de leurs actifs douteux, afin qu'elles relancent le crédit ? Et, tant qu'à faire, en devenant détentrice non seulement de titres de dette privée, mais aussi de la dette souveraine, afin que cette dernière retrouve le niveau d'avant la crise ?

Décidément, toutes les solutions sont iconoclastes. Car, à y réfléchir, le choix est entre une telle solution – à la façon d'un tour de passe-passe qui risquerait de rater – ou une restructuration de la dette publique arrivant au même résultat... À moins d'entendre les admonestations de Christine Lagarde qui, profitant d'une fenêtre de tir politique, hausse le niveau du débat en exigeant que la France « garde le cap de la réduction de la dépense publique » et s'attaque au « carcan de la réglementation du travail ». Cette double peine avec les impôts confiscatoires !

Banques : comment une réglementation perverse favorise les crises financières

08 sept 2014 | Mory Doré

- Après des années de laxisme et de sous-estimation des effets de levier des banques, le durcissement de la réglementation bancaire, en prétendant prévenir les risques, en crée d'autres.

Jusqu'à présent, on ne peut que constater l'absence de bilan flatteur des

régulateurs — non seulement en matière de prévention des risques sur les marchés financiers mais aussi en matière de gestion des risques d'un bilan bancaire. C'est un peu comme en politique : on constate chaque jour les dégâts causés par la gestion économique et budgétaire de responsables politiques peu au fait des enjeux et contraintes opérationnelles de la vie économique et financière dans le monde des entreprises.

Nombre de crises récentes sur les marchés ont été compliquées à gérer à cause d'une complexité de plus en plus grande des techniques et instruments financiers. Et surtout parce que l'"ingénieur" financier avait, par construction et par définition, un temps d'avance sur le régulateur (ou plutôt le régulateur un temps de retard). Il faudrait que cet écart se réduise et tant pis si cela doit passer par moins d'innovation et de sophistication sur les marchés financiers.

D'ailleurs dans le domaine de la finance, contrairement à d'autres secteurs de la vie économique, l'innovation a souvent été inutilement complexe, destructrice de richesse et détournée de ses objectifs initiaux : la couverture des risques, l'optimisation de la performance des placements financiers (en garantissant tout ou partie du capital). Il ne s'agit pas de supprimer les produits dérivés et certaines techniques financières ; il faudrait plutôt les rendre plus intelligibles

▪ Une illustration concrète

Les effets pervers de la réglementation bancaire peuvent être illustrés avec la mise en place des quatre principaux "nouveaux" ratios de Bâle III (deux relatifs à la liquidité et deux relatifs à la solvabilité des banques)

1) Le ratio de liquidité à court terme, le LCR (pour *liquidity coverage ratio*) est censé mesurer la capacité d'un établissement à survivre à une période de stress intense d'une durée d'un mois. Il se calcule comme le rapport entre les disponibilités à 30 jours (constituées d'actifs dits liquides) et les exigibilités à 30 jours (avec des hypothèses de fuite selon les produits d'épargne de la clientèle).

Oui mais voilà : ce ratio pousse les banques à investir en obligations souveraines puisque celles-ci ont un traitement privilégié dans la constitution d'une réserve d'actifs dits liquides.

2) Le ratio de liquidité à long terme, le NSFR (pour *net stable funding ratio*) va contraindre les banques à refinancer et adosser leurs crédits à long terme à

des ressources dites stables à long terme. L'idée est de s'affranchir pour partie des risques de remontée de taux et de liquidité. Mais l'activité traditionnelle d'une banque consiste à transformer une partie des dépôts de court terme en emplois et crédits à long terme et à se rémunérer sur l'écart (certes variable) entre les taux long terme et les taux court terme.

Si les banques transfèrent chez les investisseurs institutionnels les crédits qu'elles auront de plus en plus de mal à refinancer et à conserver, les taux d'intérêt des crédits dépendront de moins en moins des coûts de financement des banques (et donc de la politique monétaire de la Banque centrale), mais plutôt de la rentabilité attendue par ces investisseurs. Ce sera la fin du cycle de croissance infinie du crédit — fin qui risque d'être violente.

Nous verrons les deux ratios suivants — et leurs dangers — dès demain.

<http://la-chronique-agera.com/banques-reglementation-crisis-financieres/>

Astronomie et déflation

06 sept 2014 | [Françoise Garteiser](#) |

▪ Aujourd'hui, une fois n'est pas coutume, nous allons commencer par parler astronomie.

Non, ça n'a rien à voir avec la finance. Je ne suis pas non plus en train de tenter une métaphore aussi filée qu'hasardeuse sur les trous noirs, matière sombre et autres mystères insondables du système bancaire.

Je suis simplement tombée sur [cet article](#) ce matin, et j'en suis restée si fascinée et impressionnée — à la fois par la taille de notre univers, par les avancées de la science et par tout ce qui reste à découvrir — que j'ai voulu le partager avec vous.

Cliquez sur le lien ci-dessus, lisez... puis revenez terminer cette Chronique, et dites-moi que tous les petits phénomènes que nous épluchons au quotidien dans ces lignes ne sont pas, en réalité, bien insignifiants.

Vous me direz, c'est bien ce qui fait le prix de toute l'aventure humaine : si petite, si rare, si éphémère — comme un flocon de neige tombé par hasard sur le sol d'une vaste salle de bal.

Me voilà d'humeur bien philosophique, cher lecteur, et pour des choses déjà 100 fois dites (et bien plus élégamment) par des auteurs bien plus doués en la matière.

▪ Revenons donc sur le plancher des vaches et concentrons-nous sur un sujet tout aussi nébuleux... mais que nous maîtrisons à peu près : la Grande Apocalypse Financière chère à Simone Wapler.

Parce qu'il faut bien le dire, les tensions que nous ressentons depuis plusieurs mois commencent tout de même à se faire plus présentes. Les voix de plus en plus nombreuses font allusion à la fragilité des marchés... à la mollesse de la reprise... et à la pression croissante sur les épaules des banques centrales.

Beaucoup n'ont plus que le "mot en D" — comme déflation — à la bouche... et ce spectre en fait frémir plus d'un, d'autant qu'il plane sur la France et l'Europe.

Pourtant, comme l'expliquait Simone aux lecteurs de [*L'Investisseur Or & Matières*](#) mercredi dernier, "la désinformation ambiante veut que [la déflation] soit horriblement [dangereuse]. C'est exact, mais pas pour vous".

Pourquoi donc ? Simone explique : "la déflation est une baisse des prix généralisée. [Elle] punit ceux qui sont mal endettés ET dont les revenus baissent, c'est-à-dire ceux qui sont soit surendettés, soit endettés sans bon espoir de retour sur investissement".

"La déflation récompense ceux qui sont bien endettés en allégeant le poids de leurs intérêts (puisque par ailleurs ils ont moins de dépenses). [Elle] punit les Etats car ils voient leurs rentrées de TVA diminuer alors que la charge de leur dette ne bouge pas".

"La déflation est une excellente chose pour ceux qui consomment et dont les revenus sont stables ou progressent. Ceux qui sont bien endettés sont alors tentés de rembourser par anticipation leurs prêts, ne laissant aux banques que leurs mauvais crédits".

Vous faites sans doute partie de la deuxième partie, cher lecteur — ceux qui sont bien endettés —, et la déflation ne vous fait pas peur, puisque vous nous lisez...

... Continuez comme ça, parce que j'ai le sentiment que le "meilleur" est à venir !

L'indice PMI manufacturier atteint un record à la baisse sur 13 mois

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 06 septembre 2014

Les données du Markit Eurozone Manufacturing montrent que [l'indice PMI manufacturier a atteint un record à la baisse sur treize mois en août.](#)

Le taux d'expansion de la production manufacturière de la zone euro a atteint en août le niveau le plus bas enregistré au cours de sa séquence de croissance de 14 mois, alors que les sociétés faisaient face à des croissances ralenties de leur nombre de commandes et demandes d'exportation. Le Markit Eurozone Manufacturing PMI® de la saison affichait 50,7 en août, contre 51,8 en juillet, soit son niveau le plus bas depuis le mois de juillet 2013. Il était également inférieur aux prévisions, qui s'élevaient à 50,8. Les données nationales signalent un ralentissement de la reprise manufacturière enregistrée au travers de l'union monétaire. Bien que l'Irlande en soit l'exception, avec le PMI manufacturier le plus élevé depuis 1990, les taux de croissance ont diminué en Espagne, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Le taux d'expansion de l'emploi a également ralenti pour atteindre son niveau le plus bas sur quatorze mois. Les incertitudes géopolitiques et économiques sont clairement les facteurs principaux derrière ce ralentissement de la croissance de la demande. Les demandes d'exportation ont enregistré leur plus faible augmentation depuis juillet 2013. La France est le seul pays à avoir déclaré un déclin de ses importations en août, mais les taux de croissance ont ralenti en Allemagne, en Italie et en Grèce. L'Irlande, l'Espagne et l'Autriche ont reporté une hausse de leurs activités d'exportation.

Les trois grandes nations que sont l'Allemagne, la France et l'Italie ont rapporté un nombre accru de licenciements, tout comme la Grèce. Le taux d'emploi a augmenté en Espagne, aux Pays-Bas, en Autriche et en Irlande, mais l'Irlande est la seule à avoir enregistré un taux d'emploi plus important qu'en juillet. Tout pousse à croire que le secteur manufacturier devrait poursuivre son relâchement au cours de ces prochains mois, au vu des données relatives aux achats et à l'accumulation d'actions. Les volumes d'achat ont diminué pour la première fois depuis plus d'un an, et les inventaires ont été réduits

à mesure que la compétition a forcé les sociétés à opter pour une position prudente face aux coûts. Le ratio des nouvelles commandes par rapport aux inventaires de produits finis a atteint un record à la baisse sur treize mois.

Pays européens et leur PMI manufacturier®

- Irlande, 57,3 - record à la hausse sur 176 mois
- Espagne, 52,8 - record à la baisse sur 4 mois
- Pays-Bas, 51,7 - record à la baisse sur 13 mois
- Allemagne 51,4 – record à la baisse sur 11 mois
- Autriche, 50,9 - inchangé
- Grèce, 50,1 – record à la hausse sur 3 mois
- Italie, 49,8 – record à la baisse sur 14 mois
- France, 46,9 – record à la baisse sur 15 mois

L'Irlande, l'Espagne et les Pays-Bas ne peuvent pas à eux-seuls supporter la reprise de la zone euro. Une récession se développe en Allemagne, et emportera le reste de l'Europe avec elle.

Imposer de nouvelles sanctions à la Russie ne fera qu'aggraver la situation.

La Sécheresse en Californie devient apocalyptique, et les puits sont à sec !!!

Blog de la résistance 04 septembre



Zero Hedge avait déjà prévenu : il existe d'après les géologues des cycles de sécheresse particulièrement virulents en Californie qui peuvent durer plus de 100ans ! Ça c'est beaucoup produit par le passé dans cette région, particulièrement ; Ce que ça signifie, c'est qu'on ne sait pas quand cette sécheresse s'arrêtera (*cinquante pour cent de chances de souffrir d'une* « méga sécheresse »*qui durera 35 ans !!!*) , mais on sait qu'elle pourrait durer très longtemps, et obliger les Californien, à évacuer ! ('et le marché de l'immobilier de s'effondrer) Et ça peut aller assez vite, dès l'année prochaine à ce rythme ! Je vous laisse imaginer les conséquences

Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance

===

(Natural News) Les puits d'eau dans le centre de la Californie ont commencé à être à sec, rapporte le Los Angeles Times. (1) "les conditions de sécheresse extrêmes sont devenues tellement dures pour la communauté de central valley à Porterville [alors que] beaucoup de ses habitants qui dépendent de leurs propres puits, n'ont plus d'eau."

Tulare County a confirmé leurs puits se sont à sec , et jusqu'à présent, des centaines de maisons n'ont pas d'eau courante .

Selon le Los Angeles Times, les rumeurs disent également que les

fonctionnaires des services de protection des enfants vont commencer à enlever les enfants des familles qui n'ont pas d'eau courante, bien que le comté prétende que la rumeur soit fausse.

Ca commence: l'effondrement des aquifères d'eau de la Californie

Avec ces infos, il est maintenant officiel que l'effondrement des aquifères d'eau de la Californie a commencé. Chaque mois et années, de plus en plus de puits seront à sec à travers l'état de Californie, le plongeant dans les conditions désertiques .

La sécheresse extrême couvre désormais 82% de la Californie, selon le Centre national de lutte contre la sécheresse. (2) Cinquante-huit pour cent de l'Etat est en "sécheresse exceptionnelle."

Pendant cette sécheresse, les agriculteurs des villes de Californie ont siphonné des volumes d'eau sans précédent dans les aquifères souterrains de l'État. C'est ce qu'on appelle de «l'eau fossile» et ça peut prendre des siècles à se régénérer. Une fois que cette eau fossile est utilisé, c'est fini.

Peut être sur le chemin de 35 ans de "mégasécheresse"

"Le sud-ouest des États-Unis a cinquante pour cent de chances de souffrir d'une« mégasécheresse »qui durera 35 ans," rapporte le Daily Mail. (3)

"Ils disent que le réchauffement climatique entraîne les chances d'une longue décennie de sécheresse à au moins 50 pour cent, et les chances d'une «mégasécheresse» – celle qui dure jusqu'à 35 ans – varie de 20 à 50 pour cent au cours du prochain siècle . "

Un scientifique est cité dans l'histoire comme disant, «Ce sera pire que tout ce u'on a pu voir au cours des 2000 dernières années et poserait des défis sans précédent quant aux ressources d'eau dans la région.

" Sauf si es politiciens deviennent des magiciens et trouvent un moyen de créer l'eau à partir de rien, ce que cela signifie vraiment, c'est que les villes du sud-ouest américain ne seront pas en mesure de soutenir les populations actuelles . Une migration de masse (d'évacuation) des villes sera tôt ou tard nécessaire.

Le déficit en eau de la Californie va conduire à un effondrement écologique et économique

Dans un reflet presque parfait des déficits budgétaires de l'État de la Californie, l'État subit également un insoutenable déficit hydrique . C'est une certitude mathématique que quand vous enlevez beaucoup plus d'eau dans les aquifères que ce qui est alimenté, la quantité d'eau restante dans ces aquifères finira par atteindre zéro.

Cette réalité de l'eau dite «zéro day» est encore psychologiquement rejetée par la plupart des Californiens. Si la réalité de cette situation a été largement reconnue, la [Californie](#) connaîtrait une surabondance de biens de succession alors que des millions de propriétaires vont essayer de vendre leurs propriétés et d'évacuer l'état.

Le fait que le marché de l'immobilier ne s'est pas encore effondré en Californie nous dit que les Californiens vivent encore dans un état de déni quant à l'avenir de leur approvisionnement en eau.

Si l'approvisionnement en eau de la Californie s'effondre, les agriculteurs et les villes de la région ont peu d'options, autre que de forer plus d'eau. "forez ! forez ! forez !" est le mantra de la journée, ce qui crée un carnet de commandes de 18 mois pour les entreprises de forage de puits.

Chaque nouveau puits qui est foré doit chercher à aller plus loin que les puits précédents qui sont secs. C'est littéralement une course vers le bas qui ne peut se terminer qu'en catastrophe.

De plus, une accélération volontaire vers la catastrophe est simplement un signe des temps quand il s'agit de la civilisation humaine.

Il n'y a presque pas de domaine dans lequel les humains ont jamais atteint l'équilibre : pas dans les combustibles fossiles, ni l'extraction des métaux, l'exploitation fossile d'eau, la création de la dette, la contamination chimique industriel, l'exploitation écologique ou ni même quant à la population mondiale.

C'est presque comme si la race humaine était déterminée à se détruire dans une course pour voir qui peut s'auto-détruire en premier.

Argent trop cher ou argent gratuit? Ce qu'il faut retenir

Charles Gave IDLiberté 4 septembre

Les lecteurs de IdL intéressés par la monnaie auront peut être vu passer [cet article](#) entre autres sources de cette semaine au sujet d'un argent devenu « gratuit ». Nous avons retenu celui là car il est court et permet à Charles Gave de donner son point de vue critique, que voila:

« Je suis contraint de reconnaître que sur ce point les Echos sont bien brouillon.

Quand on parle « d'argent » il y a deux choses à considérer :

1. son prix
2. sa disponibilité

Donc l'argent peut être :

- cher et disponible,
- cher et non disponible (crise de liquidité),
- bon marche et disponible,
- bon marche et non disponible

Nous sommes dans le quatrième schéma en raison de la situation quasi désespérée des banques commerciales qui n'ont pas assez de fonds propres.

Si vous êtes une banque Française , Italienne ou Espagnole et que vous faites un prêt à une PME, vous devez mettre 40 % de réserves obligatoires légales= fonds propres en face du prêt et vous n'avez pas ces fonds propres. donc pas de crédit pour la PME.

En revanche, si vous achetez une obligation de l'Etat Français= zéro réserve obligatoire.

CQFD :les dépôts ne sont pas prêtés au secteur privé, mais au secteur public.

Et comme les banques centrales achètent massivement des obligations d'Etat elles mêmes, en créant de la monnaie à cet effet, les rendements sur les obligations d'Etat s'écroulent.

Et comme personne ne prête au secteur privé, la masse monétaire *du secteur privé* s'écroule et avec elle l'inflation qui devient négative (déflation).

Ce qui fait que les taux *nominaux sont très bas, mais les taux réels élevés.*

SI vous empruntez à 2 % et que les prix baissent de 2 % vous empruntez en fait à 4 % !

Si vous êtes une société du secteur privé AVEC UN CASH FLOW POSITIF ET que vous pouvez REMBOURSER VOTRE ANCIENNE DETTE, vous le faites vite.

Du coup , les banques deviennent des camions poubelles qui ne gardent que les mauvaises sociétés qui ne peuvent rembourser et les fonds propres des banques s'écroulent (pertes) d'où baisse des nouveaux prêts et ainsi de suite).

Le journaliste des Echos confond en fait **prix du crédit et la disponibilité du crédit.**

Ce qu'il faut retenir :

Les Etats se sont arrangés en jouant sur les réglementations pour que le crédit pour eux soit bon marché et disponible.

Pour le secteur privé, c'est une toute autre affaire

Pour tout le monde sauf les grandes sociétés, l'argent est théoriquement bon marché mais en réalité indisponible.

Ce qui est rare est peut être cher mais ce qui est indisponible reste plus que rare.....

De l'ignorance économique dans les journaux spécialisés

Charles Gave IDLiberté 7 septembre

J'ai commencé dans ce qui est mon métier en 1971.

Les deux ou trois premières années furent tranquilles et puis arriva la crise pétrolière de 1973.

Et depuis, la France est en CRISE.

Je me suis beaucoup baladé dans le monde depuis quarante ans et je peux assurer le lecteur que la France est le SEUL pays au monde qui ait été en crise constante depuis 40 ans, du moins si l'on en croit les médias.

Dans les médecins de Molière, l'un des médecins ne cesse de dire » *les poumons vous dis je, les poumons* ».

Le journaliste économique de base, en France, quant à lui s'en va répétant à qui veut l'entendre et ce depuis quarante ans » , la crise, vous dis je « la crise », ce qui est bien pratique puisque cela dispense de toute réflexion et de tout travail personnel.

Reste une question: A quoi attribuer cette imprégnation de l'idée de crise dans les médias de notre beau pays?

La première idée qui vient à l'esprit c'est bien sur la totale domination de la vulgate Marxiste sur ce que Tocqueville appelait *les distributeurs de culture*, par opposition *aux créateurs de culture* et *aux consommateurs de culture*. Pour tout bon Marxiste, le capitalisme ne peut être qu'en crise ou en train de rentrer dans une crise, mais il est hors de question qu'il ne soit pas en train d'agoniser. Et comme pour la classe des distributeurs de culture, le Marxisme est l'horizon indépassable de la pensée humaine (Sartre), laisser croire au public que la crise est sur le point de s'arrêter serait faire œuvre impie. Et comme nous sommes en théocratie, faire œuvre impie serait dangereux .

Aussi curieux que cela paraisse, là où ce sentiment est le plus fort et exprimé le plus souvent est dans les journaux dits économiques, peuplés de gens pour qui l'horizon indépassable de la pensée économique est Keynes, fort appréciée par tout Marxiste digne de ce nom. Dans le fonds, le Keynésianisme est au Marxisme ce que le coca light est au coca.

Je viens d'en avoir un nouvel exemple en parcourant un magazine qui s'appelle » Challenges »

Le Keynésien de service nous expliquait doctement que d'après des graphiques de la Banque Centrale Américaine, les inégalités s'étaient

accrues aux USA, depuis la » CRISE » et que donc Piketty avait raison...
Quand je me trouve devant un tel discours, je dois avouer que les bras m'en tombent.

Reprenons les arguments les uns après les autres si le lecteur le veut bien pour essayer de démontrer le processus logique que le journaliste semble avoir suivi et qui n'est qu'une suite de *non sequitur*, c'est à dire de propositions logiques dont on essaye de vous faire croire qu'elles sont reliées les unes aux autres alors qu'il n'en est rien.

1 La crise serait bien entendu une crise du capitalisme si ce n'est LA crise du capitalisme que tous les vrais croyants attendent depuis 1840.

Dans la réalité, Il ne s'agit en rien d'une crise du capitalisme, mais d'une crise d'incompétence crasse de la part des banquiers centraux en général et de la FED en particulier.

Des que la banque centrale US a commencé à imposer des taux réels négatifs, en suivant en cela les recommandations Keynésiennes pour procéder à l'euthanasie du rentier, avec de nombreux autres économistes j'ai avancé l'idée que on ne pouvait faire tourner la machine capitaliste sans un coût du capital de marché, ce qui n'était pas une idée bien neuve.

Mettre les taux à zéro, c'est bloquer le prix de l'argent, ce qui est à peu près aussi idiot que de bloquer les loyers pour résoudre une crise du logement. Madame Dufflot et Ben Bernanke, même combat... quand une banque centrale traficote le coût de l'argent, elle n'obtient pas plus de croissance, mais beaucoup moins puisque le capital, ce bien rare entre tous, est investi au petit bonheur la chance, ce qui mène à de biens regrettables débordements du style de la crise des sub prime aux USA, créée de toutes pièces par le système politique local.

La crise dans laquelle nous sommes n'est en rien une crise du capitalisme mais une crise créée par des banquiers centraux qui se croient plus malins que les marchés et qui continuent à le croire et à faire n'importe quoi.

2 Cette crise serait à l'origine de l'accroissement des inégalités

La encore , voilà qui me donne envie de fermer le journal immédiatement.

Imaginons que dans la Société nous ayons trois groupes d'individus .

-Les gens » pauvres » qui vivent du produit de leur travail,

– les gens « riches » qui vivent de leurs rentes et qui possèdent de nombreux actifs (actions, obligations,, œuvre d'art etc....) auxquels on peut ajouter les gens qui ne pourront jamais être virés de leur travail,

-et enfin les entrepreneurs dont le rôle est d'imaginer et de produire les biens et les services dont les deux autres groupes auront besoin, en se mettant en risque.

Imaginons de plus qu'un banquier central idiot décidé de mettre les taux d'intérêts à zéro.

Qu'est qui va se passer? Et bien c'est tout simple.

Les gens riches vont se mettre a emprunter auprès des banques en donnant leurs actifs en garantie pour s'acheter des actifs les uns aux autres et le prix de ces actifs va monter très fortement.

Tous les prêts bancaires iront aux « riches » qui le deviendront de plus en plus, et les pauvres entrepreneurs ne trouveront plus personne pour leur prêter de l' argent et donc la croissance commencera à baisser très fortement.

Et tout cela se terminera par un Krach, puisque la richesse ne vient que des entrepreneurs et non pas du prix des actifs soufflé par une politique monétaire insensée.

Du coup , ceux qui vivent du produit de leur travail n' en trouve plus et de pauvres qu'ils étaient, ils deviennent très pauvres, sans très bien comprendre pourquoi.

L' explication est cependant très simple.

La politique monétaire suivie par la banque centrale est faite au profit des riches , c'est à dire de ceux qui ont des actifs et un emploi garanti (les fonctionnaires) et au détriment des pauvres et des entrepreneurs .

Il faut bien que le lecteur se rende compte que ce qui a créé l'explosion des différences de richesse, ce n'est pas le capitalisme, mais une politique monétaire suivie par des banques centrales dont les instances dirigeantes ont été capturées par les » rentiers » et qui donc suivent des politiques favorables aux rentiers c'est a dire aux riches et aux fonctionnaires.

3 Le dernier élément qui me fait sauter en l'air c'est la déclaration de Principe, qui n'est même pas discutée et qui peut être résumée comme suit: » **c'est VRAI puisque la banque centrale Américaine le dit »**

D'après Saint Thomas d'Aquin, l'argument d'autorité ne doit jamais être utilisé dans une controverse entre humains sauf si le débat porte sur des points de religion et dans ce cas la seule chose que l'on puisse utiliser sera les évangiles.

Or le journaliste nous explique que la discussion est close puisque la FED l'a dit.

Voilà l'argument d'autorité dans toute son insuffisance intellectuelle .

Je suis la FED depuis des années , et les économistes de cette noble institution n'ont JAMAIS rien vu arriver. Ni krach financier , ni crise immobilière, ni récession, ni chômage. Rien.

Pour qui veut rire un bon coup qu'il se penche sur les prévisions que la Fed publie pour l'économie Américaine chaque année. Il n'y a guère que le FMI qui soit aussi mauvais.

Ces gens complètement incompetents à faire quelque prévision que ce soit ont de plus commis erreur sur erreur dans leur gestion monétaire et ce depuis 1998 au moins.

Le dernier grand banquier central Américain fut Paul Volcker, et il a été viré en 1988 par ce qu'il était Démocrate pour le remplacer par le regrettable

Greenspan, qui lui était Républicain, lequel fut remplacé par Ben Bernanke dont la charité m'oblige à ne rien dire.

Bref, soutenir que la FED serait l'arbitre de ce qui serait vraie ou faux en économie, ou plus grave encore, soutenir que la FED (ou la BCE) soit gérée par des gens compétents relève de la plus haute fantaisie ou de la folie sauvage.

Et monsieur Piketty dans tout ça?

Tous les attendus étant faux, il n'y a pas lieu de tirer une conclusion.

[Pour ceux que ce personnage et ses idées intéressent, voir mon article au sujet de son livre publié il y a quelques mois dans cette chronique.](#) (ie quand un oint du seigneur se prend les pieds dans le tapis) et [aussi](#)

Monsieur Piketty confond rentabilité du capital et taux de croissance des profits dans tous ses calculs. Eut il été mon étudiant, je lui aurais mis un zéro pointé.

[Chypre autorise les saisies immobilières...](#)

Crashdebug 8 septembre

Vous attendiez un signal fort sur ce que nous réserve l'avenir ???



Martin Schulz

Le Parlement chypriote a adopté hier une loi autorisant la saisie de biens immobiliers payés avec des crédits douteux, ce qui devrait permettre à l'île en récession de toucher sa prochaine tranche d'aide internationale.

Ce vote est intervenu au lendemain de la date butoir fixée par les bailleurs de fonds internationaux, qui avaient fait de cette législation sur les saisies immobilières une condition sine qua non du versement à fin septembre de 436 millions sur les 10 milliards d'euros d'aide accordés en 2013. La nouvelle loi fait en sorte que la durée des procédures de saisie soit significativement

réduite, d'un maximum de vingt ans à seulement plusieurs mois, et met en place des règles d'évaluation des biens à saisir et de leur mise aux enchères, tout en enjoignant les banques à restructurer les prêts douteux avant d'envisager de recourir à la saisie.

Le porte-parole du gouvernement, Nicos Christodoulides, s'est félicité de la "modernisation" introduite par cette nouvelle législation et a précisé que le projet de loi, soutenu par la troïka des bailleurs de fonds (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne), était passé sans modification majeure. Lors d'un autre vote, les parlementaires chypriotes ont toutefois approuvé une mesure introduite par l'opposition, à laquelle le parti au pouvoir Disy (droite) était défavorable et qui conditionne l'entrée en vigueur de cette législation sur les saisies immobilières à l'adoption d'une loi sur l'insolvabilité, prévue d'ici la fin de l'année.

Les parlementaires craignent en effet un mouvement trop massif de saisies immobilières qui jetterait de nombreuses familles à la rue dans un pays où le taux de chômage atteint 17%.

Selon le FMI, environ 46% des prêts accordés par les banques chypriotes sont considérés comme "douteux" car leur remboursement est en retard d'au moins trois mois, le taux le plus élevé en Europe. L'agence de notation Moody's a d'ailleurs estimé début août que l'île présentait un "haut risque de défaut (de paiement) à moyen terme" en raison de ce taux élevé de créances douteuses. La troïka menaçait Chypre de classer ces emprunts dit "toxiques" comme "non remboursables" si la législation réclamée n'avait pas été adoptée, ce qui aurait conduit les banques chypriotes à échouer aux tests de résistance (stress tests) qui sont prévus à l'automne. Dans le cadre du plan de sauvetage de Chypre, élaboré en 2013, Nicosie a dû se plier à une série de mesures draconiennes, comme la restructuration de son système bancaire.

Les cyberattaques bientôt considérées comme acte de guerre par l'OTAN

Julien Sauné | 04/09/2014 La Tribune



Anders Fogh Rasmussen, le Secrétaire général de l'OTAN, devrait confirmer en fin de semaine avec les dirigeants des Etats-membres de l'organisation, la prise en compte des cyberattaques en tant qu'agressions appelant à une réponse militaire collective (Crédits : reuters.com)

L'OTAN devrait bientôt considérer les cyberattaques comme des actes d'agression guerrière dans sa charte d'alliance militaire. Une mesure qui vise avant tout la Russie, dont les hackers sont redoutés. Mais la mise en place de cette nouvelle disposition est complexe.

Une petite révolution? Le sommet de l'OTAN à Cardiff au Pays de Galles des 4 et 5 septembre devrait avaliser une décision aux implications importantes: une cyberattaque dirigée contre un des 28 membres de l'Alliance atlantique pourrait tomber sous le coup de l'article 5 de la charte qui les unit. En clair, elles pourraient être considérées comme un acte d'agression armée.

"Une attaque armée contre l'une ou plusieurs [des parties] [...] sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties", et, dans ce cas, chacune des parties "assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt [...] telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord", précise en effet la charte.

Bref, l'OTAN prend la menace que représentent les hackers très au sérieux. Elle est prête à considérer leur action au même titre qu'une attaque militaire conventionnelle.

Le flou autour de l'article 5

Mais cette résolution reste somme toute assez imprécise. Jamie Shea, le Secrétaire général adjoint délégué pour les Défis de Sécurité Emergents de l'OTAN, cité par le [Boston Globe](#), reconnaît que:

"Nous ne disons pas exactement dans quelles circonstances ou à partir de quel seuil une réponse collective de l'OTAN doit être déclenchée et nous ne disons pas quelle forme cette réponse collective devrait prendre".

De même l'article 5 parle d'attaque "armée". Peut-on considérer que cela s'applique à une cyberattaque? [Certains évoquent la possibilité de supprimer cet adjectif](#) de la définition du traité. Autant de sujets qui devraient occuper le président Barack Obama et ses alliés à Cardiff en fin de semaine.

La Russie comme principale cible

Ce qui est sûr en revanche, c'est que l'enjeu est de taille. Car dans le viseur, il y a la Russie de Vladimir Poutine. Un [rapport](#) remis en juillet au parlement du Royaume-Uni alertait en effet les décideurs du risque que représente le pays, en plein bras de fer avec les pays occidentaux sur l'Ukraine.

"L'utilisation de techniques de guerre asymétriques par la Russie représente la menace la plus immédiate envers ses voisins de l'OTAN ainsi qu'envers les autres États-membres de l'OTAN".

Le rapport précise que pour compenser la relative faiblesse de ses forces conventionnelles, le Kremlin investit massivement dans les techniques de guerre non-conventionnelles, et notamment l'utilisation des hackers, réputés redoutables en Russie [comme le montre l'affaire des plus de 1 milliards de mots de passe volés récemment](#). Ces pratiques offrent une alternative très intéressante aux moyens militaires classiques notamment car elles sont discrètes. Il est en effet très difficile de prouver l'origine des attaques, aussi dévastatrices soient-elles.

Les précédents estonien et géorgien

En 2007, à la suite d'une décision du gouvernement estonien de déplacer un mémorial de guerre datant de l'époque soviétique dans la ville de Tallinn, des hackers russes avaient semé la panique en attaquant simultanément les sites des ministères du pays ainsi que ceux de nombreuses entreprises privées, paralysant les principales institutions financières et les systèmes de télécommunication de l'état balte.

Les mêmes techniques avaient vraisemblablement été employées lors de la

crise géorgienne en 2008 et au début de la crise actuelle en Ukraine. Les autorités russes n'ont jamais reconnu être à l'origine de ces attaques, affirmant qu'il s'agissait du fait de hackers isolés. Et l'OTAN, prise au dépourvu, s'est rendue compte qu'elle n'avait pas de ligne politique claire ni de réponse à apporter à ce genre d'agression.

Des moyens limités

Ivo H. Daalder, ambassadeur américain à l'OTAN pendant la première présidence de Barack Obama, explique dans les colonnes du [New York Times](#) que les capacités propres à l'OTAN pour se défendre contre une cyberattaque "*restent très sommaires*" et que l'Alliance atlantique est dépourvue de capacités offensives dans ce domaine. En effet, même si l'OTAN a fait construire en Estonie un nouveau centre de sécurité informatique, elle ne dispose ni de véritables armes informatiques, ni d'une stratégie cohérente pour utiliser les ressources que possèdent ses États-membres.

Ceux-ci, les plus puissants de l'OTAN, au premier rang desquels les États-Unis, le Royaume Uni et l'Allemagne, ont investi des sommes colossales dans des programmes d'armement informatique secrets mais ne sont pour l'instant pas prêts à les mettre en commun au sein de l'organisation. Les dirigeants de l'Alliance atlantique et les autres États-membres sont ainsi très peu informés sur les capacités réelles dont chacun dispose. Difficile, donc, de mettre en place une stratégie militaire cohérente.

LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC

COMMENT LE GOUVERNEMENT UMP-PS A ARNAQUE LES VEUVES ET LES VEUFS!

du 8 au 12 septembre 2014 : Désespéré, le PS n'a pas hésité à valider pour les impôts 2013 la suppression de la "demi-part" réservée à ceux et celles qui ont perdu leur "moitié", une loi rectificative qui avait été passée par... les gens de l'UMP en 2008! Notez que la majorité actuelle a laissé, au lieu d'annuler : -). Et tout cela parce que Bercy avait décidé que ces gens dans le malheur n'avaient qu'à payer des impôts comme tout le monde, et a donc supprimé l'avantage avec l'aide des politiques. Notre lecteur Nico résume bien la situation: "*Et oui cela a été fait en catimini, comme ça, on ne l'a pas vu. Rien, nada. Et patratras, quand les veuves et veufs ont reçu leurs impôts qu'ont ils vu? Que la demi-part*

de leur conjoint disparu. La preuve? Cet [article du Point](#). Donc que faut il comprendre? Que Hollande fait les sacs des vieilles comme une vulgaire racaille à la sortie du métro. Qu'il n'aime vraiment pas les sens-dents. Là, on en est sûrs maintenant, puisque mamie qui pleure son conjoint disparu entre deux rafistolages à la colle de dentier, ne peut meme plus bénéficier de la demi-part de son conjoint disparu".

De son côté, le Point donne un cas "Micheline Boucher, 89 ans, n'en est pas revenue : elle qui ne payait pas d'impôt devra cette fois s'acquitter de 400 euros. Après s'être déplacée dans un guichet du fisc, elle a compris que ce dû s'expliquait par la suppression de la demi-part fiscale qui profitait jusqu'ici aux parents isolés ou aux veufs et veuves ayant eu un enfant. "Je ne suis pas contre le fait de payer des impôts, mais ça nous tombe dessus comme ça, sans qu'on soit prévenu", s'est émue Mme Boucher". Ben oui, surtout pas les prévenir dans le premier semestre 2014, il y a les élections, vous comprenez? Traduisez: tous les veufs, face à cette honteuse brimade UMP-PS, voteront massivement Front National, soyez-en certain. Lire [aussi Le Parisien](#), merci à Aetos.

LE BANQUIER DE DIEU A ETE ROULE DANS LA FARINE PAR LE SAINT ESPRIT

du 8 au 12 septembre 2014 : Lloyd Blankfein, le patron de la Goldman Sachs qui s'était qualifié de "banquier" faisant le travail de Dieu, a été littéralement escroqué par la Banque du Saint Esprit portugaise qui avait obtenu de Goldman un prêt de presque 1 milliard de dollars seulement DEUX JOURS AVANT que le groupe Saint Esprit se mette sous la loi de protection des faillites !!!

En clair, le banquier de Dieu n'a pas été bien informé, par Dieu donc, sur l'état financier de la banque du Saint Esprit... (je ne sais pas si vous réalisez la portée spirituelle et theologique de ce que je viens d'écrire, ha ha ha). Si Blankfein était vraiment le "banquier de Dieu", jamais sa banque n'aurait donné 835 millions de dollars à la Espirito Santo... " *Goldman Sachs Made Big Loan to Banco Espírito Santo Shortly Before Collapse. Goldman Lost Money on \$835 Million Loan, Earmarked for Venezuelan Project*". Ouups. Bien entendu, la manipulation était à bord d'un "Special Placement Vehicule" pour échapper à toute forme de contrôle et taxes du gouvernement portugais. Le plus drôle est que les banquiers de Lucifer avaient voulu vendre ce prêt à une tierce partie (et sans doute même avec un CDS dessus, mais pas plus d'information), mais n'en eurent pas le temps. Totalement surréaliste. L'une des rares pertes connues de la Goldman sachs. [Lire ici le Wall Street Journal](#).

ECHEC DE LA PLANCHE A BILLETS JAPONAISE, 2e HAUSSE DE LA

TVA !!!!

du 8 au 12 septembre 2014 : Et voilà! Malgré la dizaine de planches à billets lancées par la Bank of Japan depuis la faillite de Wall Street du 29 septembre 2008, le gouvernement nippon à la solde de la Federal Reserve américaine a décidé de punir les Japonais en augmentant leur tva. "*Le gouvernement du Premier ministre japonais Shinzo Abe réfléchit à porter le taux de TVA à 10% en octobre 2015 pour réduire la dette publique. Conséquence de son relèvement en avril de 5% à 8%, le produit intérieur brut japonais a enregistré au 2e trimestre sa plus forte contraction (-6,8% en rythme annualisé) en 3 ans et de nombreux indicateurs ont faibli, soulevant des doutes sur l'opportunité de poursuivre cette hausse*". Eh bien, malgré cette contraction, Mr Abe va bien augmenter la TVA en 2015 ce qui va se traduire par une nouvelle "contraction du PIB". Merci à mon lecteur. Les politiques sont bien des vendus, et se moquent du bien être de leur population du moment que eux sont à l'abri. **Notez que nous en France, nous sommes déjà à 20% de TVA et ce n'est pas pour autant que la dette a diminué!** Evidemment, quand ce sont les banques privées qui prêtent au gouvernement, la dette n'est pas prête à baisser. Mise en esclavage finale. Vendus, traîtres... [Lire ici Reuters](#).

CHYPRE AUTORISE LES SAISIES IMMOBILIERES EN MOINS DE 6 MOIS

du 8 au 12 septembre 2014 : Les ravages de la Troïka continuent: après la préparation des saisies des biens immobiliers des vieux Grecs, voici que le gouvernement corrompu de Chypre a voté les textes pour saisir d'office les propriétés chypriotes, sachant qu'une majorité d'entre elles valent une fortune, étant en bord de mer... Et regradez bien l'article du Figaro, surtout la partie soulignée: "*Le Parlement chypriote a adopté hier une loi autorisant la saisie de biens immobiliers payés avec des crédits douteux, ce qui devrait permettre à l'île en récession de toucher sa prochaine tranche d'aide internationale*"... Comprenez, c'est la Troïka qui l'a demandé. Priorité: saisir les biens... russes! Mais aussi ceux des locaux, histoire de renflouer les banques. "*Ce vote est intervenu au lendemain de la date butoir fixée par les bailleurs de fonds internationaux, qui avaient fait de cette législation sur les saisies immobilières une condition sine qua non du versement à fin septembre de 436 millions sur les 10 milliards d'euros d'aide accordés en 2013. La nouvelle loi fait en sorte que la durée des procédures de saisie soit significativement réduite, d'un maximum de 20 ans à seulement plusieurs mois, et met en place des règles d'évaluation des biens à saisir et de leur mise aux enchères, tout en enjoignant les banques à restructurer les prêts douteux avant d'envisager de recourir à la*

saisie".

L'Allemagne règne sur l'Europe, pardon, l'UE, et cela me rappelle amèrement les heures sombres de l'occupation, où des traîtres comme Pétain ont voté des textes de même acabit. Monstrueux. [Lire ici Le Figaro](#). Cette Union Européenne va finir par créer une armée d'escalves au service des Etats-Unis.

Extraordinaire... Lisez bien: "*Les parlementaires craignent en effet un mouvement trop massif de saisies immobilières qui jetterait de nombreuses familles à la rue dans un pays où le taux de chômage atteint 17%*"... Quelle honte. Et dire que ce sont des Chypriotes, des députés, qui ont voté ces lois. Eux aussi ont leur Philippe Pétain. Il s'appelle Nikos Anastasiadis.

HOLLANDE ET LA COLERE DES SANS-DENTS + A L'EAU LA POLICE

du 8 au 12 septembre 2014 : Là c'est goutte la d'eau finale, la rupture totale entre François XVI et le peuple. Les "sans-dents" rappellent les "sans culottes", et véhiculent une image de misère totale, le bout du bout, de ceux qui n'ont plus de dents pour pouvoir simplement manger, comme des clochards avinés avec leur bouteille de vin de table premier prix, sortant du Germinal d'Emile Zola. Il y eut les "*Français qui se lèvent tôt*" par rapport aux fainiants qui se couchent tard et ne travaillent pas. Mais voilà une nouvelle catégorie, les "sans dents", la pire insulte qui pouvait sortir de la bouche d'un homme pour qualifier les pauvres. Mme Trierweiler a écrit: "*En réalité, il n'aime pas les pauvres. Lui l'homme de gauche dit en privé: "Les sans-dents", très fier de son trait d'humour*". Et, si cela est exact, cela vient en plus d'un socialiste, à la tête du pays. De quoi déclencher une nouvelle révolution, de quoi aiguïser toutes les haines, de quoi être obligé de démissionner, enfin. Ce serait là la meilleure décision qu'il prendrait dans sa vie, le triste cire, tant il est vrai qu'avec 15% d'opinions favorables -donc 85% d'avis défavorables- la France est devenue désormais ingouvernable.

Le problème est tel désormais, que Mr Hollande ne pourra plus jamais sortir de l'Elysée. Lors de ses derniers déplacements, il a été hué, insulté, villipendé. La prochaine étape que redoutent les policiers autour de lui avec cette affaire "des sans-dents", les crachats groupés. François Hollande aura beaucoup de mal à finir son mandat, témoin cette conférence de presse avec la pancarte OTAN - NATO dans son dos, non pour se défendre contre un pays prêt à nous déclarer la guerre, mais contre le brûlot de son "ex". Spectacle surréaliste, vraiment. Et pendant ce temps des centaines de PME disparaissent ou sont mises en redressement chaque jour...

PS: Mr Hollande ayant une relation étroite avec l'eau de pluie, il sera sans doute très heureux d'apprendre qu'à cause des impayés de factures d'eau à Veolia par

les commissariats d'Ile-de-France, les policiers risquent de ne plus avoir d'eau potable à disposition, lire [ici Le Parisien pour le croire](#), merci à Mr Al Gibra. Le coupable? Bercy qui a des "problèmes de logiciel". Ben voyons. L'armée française aussi a des problèmes de logiciel...

FUSILLADE DANS UN PAUL EMPLOI NEO-ZELANDAIS...

du 8 au 12 septembre 2014 : Notre lecteur Sébastien a vu qu'un chômeur de longue durée a craqué dans les bureaux de l'ANPE d'Ashburton, a sorti une arme et a ouvert le feu sur le personnel. Résultat: deux morts et un blessé. Pour information, la Nouvelle Zelande, comme l'Australie, est décimée par des dizaines et des dizaines de milliers de licenciements secs dans les mines, suites aux horribles manipulations à la baisse des matières premières menées par les grandes banques... Les Américains connaissent bien ce type de rage et leurs bureaux d'emploi sont équipés de détecteurs de métaux à l'entrée... [Lire ici la BBC](#).

LE TIGRE AFFAME D'UN ZOO GREC SAUVE PAR UN ANGLAIS !!!

du 8 au 12 septembre 2014 : La crise financière grecque a des effets particulièrement pervers, témoin ce pauvre tigre perdu dans la ville de Trikala qui était en train de mourir pratiquement de faim et de tristesse, en raison des budgets supprimés du zoo précédemment mentionné. Et c'est donc un Anglais, défenseur des animaux, qui a alerté ses compatriotes, et qui a levé des fonds via internet pour le sauver. "*British businessman David Barnes has almost raised 11.500 pounds to rescue a tiger from a Greek zoo. Phevos, a 15-year-old tiger, has been alone in enclosure for months. His long-term partner died after infected wound on her paw went untreated. The money will pay to move Phevos to a special enclosure in California*", lire [ici le Daily Mail](#). Bon, les Grecs ne l'ont pas mangé, c'est déjà ça.

LA BANQUE POSTALE A ENCORE PERDU UN CHEQUE ET REFUSE DE CREDITER + BP DE COURBEVOIE

du 8 au 12 septembre 2014 : Après les gagnants d'un jeu de grattage de la FDJ qui avaient vécu les mensonges de la Banque Postale refusant de les créditer de leurs 10.000 euros au prétexte que le chèque avait été volé (sic), voici qu'un autre client, spolié par la même banque, a décidé d'occuper les lieux en attendant que son compte soit crédité. N'oubliez jamais, la Banque Postale garantissant la Dexia, est elle en permanence à court de liquidités. "*Saint-Claude (Jura): il occupe le bureau de Poste et réclame son argent. Ce lundi après-midi, pendant trois heures, un client de la Banque postale de Saint-*

Claude a occupé l'agence de sa ville. Le motif de son courroux : un chèque de 2900 euros, remis le 7 août, a été égaré par les services de l'établissement bancaire", lire [ici Le Progrès](#) pour le croire.

Ce qu'il y a de fascinant ici, c'est que les fainieants qui y travaillent n'ont pas daigné regarder le dépôt du chèque, et refusent purement et simplement d'aider leur client en attendant de retrouver le chèque. Le client a donc occupé le bureau du directeur. L'ex-banque Fortis, maintenant BNP, était devenue une grande spécialiste du genre, puisqu'elle avait externalisé son traitement de chèques à une société privée!

PS: Marie a vécu une mésaventure à la Banque Postale de Courbevoie qui a refusé, au guichet, de lui donner... 30 euros, alors que son compte était parfaitement apprivoisé. Elle a fait un scandale au guichet et seul la directrice a "consenti" à lui donner ses 30 euros. Dingue ! Confiance de la personne au guichet: "*C'est tous les jours qu'on se fait insulter par les clients car on ne peut pas leur donner l'argent qu'ils demandent*".

LES BANQUES ESPAGNOLES ONT CARREMENT VOLE L'ARGENT DES CLIENTS !!!

du 8 au 12 septembre 2014 : Notre lecteur Mme Gomez est totalement outrée: "*C'est honteux!!!! La banque Caja Duero a volé de l'argent à ces clients. Ils se battent depuis des mois pour récupérer leur argent. A suivre...*". El Mundo nous dit: "*Le juge Eloy Velasco a rendu une ordonnance qui cite comme défendeurs pour le 22 et 23 octobre 8 anciens directeurs de la Caja Duero et Caja Espagne pour les interroger en tant que responsables de l'émission et la vente de dettes subordonnées et les actions privilégiées en 2009 et 2010 afin de capitaliser les deux entités bancaires qui ont fusionné depuis ... La Caja Espagne a ensuite émis à deux dates des titres privilégiés, le 11 Novembre 2004, pour un total de 150 millions d'euros et le 19 mai 2009 pour 200 millions d'euros, offrant un taux de 5,15 et 8,25% d'intérêt, respectivement. La fréquence de paiement du coupon, dans les deux cas, était trimestrielle. Pendant ce temps, Caja Duero a également fait deux émissions, l'une en 2003 et l'autre le 25 Mars 2009, le dernier de 100 millions et un taux de 8,75% d'intérêt. Le paiement du coupon avait aussi une base trimestrielle.*" **En clair, les banques espagnoles ont vendu leurs dettes comme... placement!** C'est grand. Come les Grands d'Espagne, [lire ici El Mundo](#) pour le croire.

GOLDMAN SACHS ET AUTRES BANQUES ACHETENT TOUT L'IMMOBILIER ESPAGNOL !!!!

du 8 au 12 septembre 2014 : Stephanie Baker, journaliste à Bloomberg, a

révélé le 29 août dernier une information dont je vous parle depuis des années: avec la planche à billets, vous rachetez votre immeuble, votre quartier, votre ville puis même le pays. Tout simplement. Et Stephanie a illustré ma phrase d'une manière parfaite. Goldman Sachs rachète maintenant les parcs d'HLM de la ville de Madrid: "*Goldman Sachs picked up the 289 unit complex in August 2013 as part of its purchase of 3000 low-income apartments from the regional government of Madrid for 201 million euros ... Blackstone Group bought a similar low-income-housing portfolio from the city of Madrid in July 2013 for 125 million euros.*". !!!

Traduisez: Goldman, Blackstone, et all, agissent pour le compte de la Fed et avec leur monnaie de singe, ils sont en train de racheter toute l'Espagne AVEC LA COMPLICITÉ DES POLITIQUES ESPAGNOLS. Rien que ça. Pour que Goldman Sachs et Blackstone prennent des HLM, là c'est le signe absolu de la prise de contrôle des pays européens par la Federal Reserve.

Une preuve: la filiale de la CIA, Apollo Management (voir le livre Blythe masters) "*in january bought the real estate unit of Banco Santander, Spain's biggest bank by assets, for 664 million euros. In March, the Madrid-based REIT Hispania Activos Inmobiliarios raised 500 million euros from investors, including George Soros's Quantum Strategic Partners and John Paulson's Paulson Co. In June, Texas-based private-equity firm Lone Star Funds and JPMorgan Chase bought a 4.4 billion euro portfolio of Spanish and Portuguese commercial property loans from Commerzbank of Frankfurt*". Lire [ici Bloomberg](#), et ne pas être écoeuré...

LINGOTS ET PIÈCES D'OR DISPARAISSENT TOUJOURS DES COFFRES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PAU

du 8 au 12 septembre 2014 : Incroyable: une seconde affaire de disparition de lingots d'or dans des coffres d'une agence de la Société Générale !!!

Incroyable. "*Un couple de Palois a déposé plainte pour vol "début juillet" à l'encontre de la Société Générale. C'est une nouvelle affaire embarrassante qui intervient **alors que la justice a confirmé ce mardi matin le non lieu concernant l'instruction d'une précédente disparition de 8 lingots d'or en 2010 dans cette même enseigne bancaire à Pau!** (...) Un couple de Palois a la mauvaise surprise de découvrir que les pièces de collection qu'ils ont stockées dans un des coffres de l'agence ont disparu. Il s'agirait de pièces d'or dont la valeur totale avoisinerait les 100.000 euros. "Ce qui est pour le moins extrêmement troublant et vient confirmer l'hypothèse selon laquelle il y a un loup dans la bergerie..."*, commente leur avocate Me Anne Proust qui parle de "faits similaires" à la précédente affaire de lingots dans laquelle elle défendait

également les victimes".

Le mystère de l'or disparu 2

PAU Quatre ans après la disparition présumée de huit lingots d'or dans une agence Société générale, 100 000 euros de pièces d'or se seraient volatilisés

ROMAIN BELY
rbs@sudouest.fr

Le roi des voleurs s'est-il établi depuis quelques années dans la capitale du Béarn ? Connait-il par cœur la salle des coffres de la Société générale à Pau ? Le mystère de l'or jaune reste entier, mais les épisodes s'accumulent.

Un couple de quadragénaires paicots a déposé une plainte à la fin du mois de juillet pour le vol de pièces d'or placées dans un coffre de la Société générale, cours Camou, à Pau. Les malheureux affirment avoir perdu près de 100 000 euros, le fruit de plusieurs années de placements. Quatre ans après la rocambolesque disparition présumée de huit lingots d'or dans une autre agence paicote, la banque replonge dans un de ses plus mauvais rêves.

Mensonge ou vol parfait

« À tout le moins, cette nouvelle affaire est plus que troublante », plaide l'avocate du couple aux pièces d'or, qui était aussi le conseil des premières victimes. « Cela confirme qu'il y a un loup dans la bergerie », conclut Anne Proust.

Dans la première affaire, la police

judiciaire de Pau n'avait pu identifier de voleur malgré plusieurs années de recherches. Les enquêteurs n'étaient pas davantage parvenus à démontrer que les lingots avaient bien été volés, les dépôts des clients n'étant ni consignés ni filmés. Conclusion : soit la banque a subi le vol parfait, soit les clients ont menti sur ce qui se trouvait réellement dans le coffre. La justice s'est avouée vaincue et a ordonné un non-lieu.

M^r Proust a fait appel au début de l'été, à la lumière de la deuxième disparition présumée. Mais la chambre de l'instruction a confirmé, hier, la fin de la procédure. Le couple aux lingots va désormais se lancer dans une nouvelle bagarre au civil pour tenter de récupérer une partie de sa mise, estimée à 260 000 euros.

Entre-temps, la partie pénale a repris avec de nouveaux acteurs. « Les faits sont similaires, explique l'avocate. Le couple a loué un coffre à la Société générale pour placer son argent en lieu sûr, ou plutôt dans un lieu qu'il pensait être sûr. Puis il a découvert, stupéfait, que le contenu avait disparu ! »

Cette fois, l'enquête préliminaire est confiée à la Sûreté départementale des Pyrénées-Atlantiques. Le parquet, qui pilote les travaux, n'a pas souhaité les commenter.

2010 : VOL DE LINGOTS



2014 : VOL DE PIÈCES D'OR



2018 ?

ON NOUS A VOLÉ LA SALLE DES COFFRES



« Seul le client a les clés »

La Société générale, en revanche, s'est livrée à quelques observations. « En l'état actuel des choses, les conditions d'une responsabilité de la

banque ne sont pas établies », indique son service juridique, à Paris.

Le même bureau précise aussi qu'il n'y a pas eu d'effraction et que « seul le client a la clé de son coffre ». « Il n'y a pas de doute. Si le client perd sa clé, nous sommes obligés de demander une effraction. »

Enfin, nul ne peut deviner ce que recèle le coffre-fort. « La banque n'a pas connaissance de ce que place le client dans son coffre, confirme le service juridique. Un livret est bien placé à l'entrée de la salle des coffres, mais il ne compile que les allées et venues des clients, pas ce qu'ils ont retiré ou déposé. »

La position de la SG est curieuse: "Les clients sont seuls à pouvoir ouvrir leur coffre. Nous n'avons pas connaissance du contenu des coffres. A partir du moment où il n'y a pas effraction, nous ne sommes pas responsables de la disparition d'un bien". C'est faux: c'est la banque qui donne la clé et si quelqu'un dans l'agence fait une copie de la clé avant de la donner au client, eh bien il suffit de descendre dans la salle des coffres pour en ouvrir un. Tout simplement. Rappelons qu'une autre affaire de même type, toujours à Pau, avait vu la disparition de lingots du coffre d'un autre client toujours à la Société Générale. [Lire ici La République des Pyrénées](#) et [ici Sud Ouest](#), merci à Mr Seguin et Mr Maignan.

PS: Il va de soi que la ville ne parle que de ça, et que la confiance dans la Société Générale est gravement entamée, sans parler de sa crédibilité. Clients de la SG, quittez cette banque, ca sent vraiment très mauvais.

BRASSAC LES MINES, MERCI LES CDS, HAUSSE MASSIVE DES IMPOTS LOCAUX !

du 8 au 12 septembre 2014 : Notre lecteur Mr Dessale nous signale cet article de La Ruche: "*Comme s'y attendaient les élus de la nouvelle majorité dès les premières semaines de mandature, l'augmentation significative des impôts locaux est devenue irrémédiable pour un retour à l'équilibre budgétaire. **Ce qui l'était moins, c'est l'ampleur de la hausse qui, en additionnant les taxes d'habitation, foncier bâti et non-bâti, atteint le chiffre faramineux de 37,6%***". Voilà: les Français sont les derniers dans la file des garanties, et c'est dans leur poche qu'on prend l'argent pour payer les banquiers pourris (qui eux avaient tout calculé, depuis le début). Notez que le Sénat a validé cet été le texte interdisant aux municipalités d'attaquer les banques pour leurs produits toxiques. Français, vous "raquez" pour les banquiers voleurs. [Lire ici La Ruche](#).

HAUSSE DEGUISEE DES PRIX DE RER: LE TICKET CHOC !

du 8 au 12 septembre 2014 : Plusieurs lecteurs m'ont informé de la chose, et j'avoue que c'est très très fort de la part de la RATP et de la SNCF d'arnaquer ainsi les Franciliens. Jean Luc: "*J'avais un billet de train assez vieux en poche et en voulant l'utiliser, me suis rendu compte qu'il est périmé de quelques jours. Je pensais que la validité était de 3 mois... Eh bien non. C'est 2 mois. Enfin c'était 2 mois! Car en discutant avec le contrôleur de mon TER, j'apprend que c'est désormais... 7 jours! Mouhahah 7, encore le chiffre magique. Ca fait tilt maintenant quand j'écris ces lignes! Donc voilà, encore un moyen d'escroquer les gens! Mais c'est pour éviter la fraude bien sur ma bonne dame !*". Génial en effet. [Lire ici le Figaro qui confirme](#). Raison officielle, en effet, la fraude. Ah? Quel rapport? Les fraudeurs n'achètent pas leur billet que je sache. Bref, c'est une mécanique hausse de prix déguisée d'au moins 10%, traduite par une hausse des ventes. A tous les coups, bientôt la même chose pour les tickets de métro...

LA DECLARATION DE GUERRE DE L'ANGLETERRE A LA RUSSIE !!!

du 1 au 4 septembre 2014 : Vendredi, le Premier Ministre anglais a demandé, restez assis, à ce que la Russie soit débranchée du réseau interbancaire Swift, comme le fut le Vatican (ce qui avait forcé le départ de Benoît XVI) et l'Iran. Sauf que la Russie de Poutine n'est ni le Vatican, ni l'Iran ! C'est une déclaration de guerre, indirecte certes, mais bien réelle.

Cameron veut affamer le peuple russe pour le punir d'avoir Poutine. Et si l'UE et les US débranchent les banques russes de Swift, je ne donne pas très cher de la paix.

Encore plus hilarant, d'une "Pierre le Grand" deux coups, la Russie ne pourra

pas payer la livraison des Mistral, et par conséquent cela annule la vente. Vous voyez... C'est sioux, non? "*The UK will press EU leaders to consider blocking Russian access to the SWIFT banking transaction system under an expansion of sanctions over the conflict in Ukraine, a British government official said ... SWIFT, is one of Russia's main connections to the international financial system. Prime Minister David Cameron's government plans to put the topic on the agenda for a meeting of EU leaders in Brussels today, according to the official, who asked not to be named because the discussions are private.*"

Comme c'était du soi disant "*top secret*", il fallait que cela tombe immédiatement sur les fils presse, histoire de montrer aux Russes ce qui les attend. Cela rappelle vaguement le blocus que Napoleon avait voulu imposer pour ruiner les Anglais. Non seulement cela n'avait pas fonctionné, mais en plus on sait comment cela s'était terminé. AUjourd'hui, la Russie et la Chine sont la main dans la main, sans compter le soutien de l'Inde et bien sûr du Brésil. Et comme, la situation dégèrène très vite en ce moment, il ne faudra pas beaucoup de temps pour que cette guerre ukrainienne en devienne une, officiellement, avec l'envoi des troupes françaises, anglaises, espagnoles, italiennes et bien sûr américaines. Pour affronter les Russes. Ce sera donc une IIIe Guerre Mondiale. Lire [ici Bloomberg](#), et [ici ZH](#).

PS: de notre lecteur JM: "***je travaille à Genève, et je l'ai vu, ce jour, chez un client (une compagnie d'assurance privée). Les entreprises suisses qui possèdent des locaux en France demandent des extensions d'assurance pour GUERRE et GUERRE CIVILE!***"

PS2: Hollande a parlé ce week-end de la possibilité d'une guerre, tout comme le président de ne je sais quelle ex république d'URSS. Comprenez: il y aura une guerre, il faut juste préparer l'opinion.

PS3: je le dis depuis 2008, seule une guerre permettra de masquer la faillite. Un Etat en guerre n'est pas tenu de payer ses bons du trésor. CQFD.